



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 23 SEPTEMBRE 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 23RD, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Allan Borin Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier août 1944, constituant en corporation: Isaac Borenstein, Abraham Angel, tous deux marchands, et Kalman Angel, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme importateurs, exportateurs et marchands, et acheter, vendre et autrement faire le commerce de vêtements, tissus textiles, laine, coton, soie, fils naturels et synthétiques, fibres, plastiques, métaux et produits chimiques, des produits de l'agriculture, de la forêt, des mines ou de la mer, et de tous produits manufacturés, développés ou faits des marchandises et commodités susdites, sous le nom de "Allan Borin Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier août 1944.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

7276

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Letters Patent

"Allan Borin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1944, incorporating: Isaac Borenstein, Abraham Angel, both merchants, and Kalman Angel, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as importers, exporters and merchants of and, to buy, sell and otherwise deal in, wearing apparel, textile fabrics, wool, cotton, silk, natural and synthetic yarns, fibres, plastics, metals and chemicals, the products of agriculture, the forest, mine or sea, and all products manufactured, developed or produced from the products and commodities aforesaid, under the name of "Allan Borin Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one thousand (1,000) common shares of the par value of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

7276-o

"Alman Sportswear Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juillet 1944, constituant en corporation: John J. Wasserman, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des marchandises sèches, marchandises de coton, des soieries, lainages, vêtements pour garçons et filles, pour hommes et femmes, chapeaux, et casquettes, pantalons, costumes, robes, fourrures, mercerie, tweeds, tissus et vêtements de toutes sortes et descriptions, fournitures de toutes sortes pour dames et hommes, vêtements de sport pour garçons, filles, dames et hommes, articles de sport et vêtements de sport de toutes sortes et descriptions, et toutes choses incidentes ou s'y rapportant, sous le nom de "Alman Sportswear Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7277

L. DÉSILETS.

"Banner Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze août 1944, constituant en corporation: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, avocats et conseils en Loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, détaillants, trafiquants, importateurs, exportateurs et agents de robes d'enfants et vêtements de sport de toutes sortes et descriptions pour dames, sous le nom de "Banner Sportswear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé, en 2,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7278

L. DÉSILETS.

"Business Educations Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1944, constituant en corporation: Joseph Dubney, marchand, Thomas Tansey, avocat, et Patrick Clarke, mécanicien, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Conformément aux dispositions de la Loi des écoles professionnelles (S.R.Q., 1941, chapitre 64), administrer et diriger des écoles et des collèges donnant des cours sur tous sujets et matières susceptibles d'instruire;

"Alman Sportswear Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1944, incorporating: John J. Wasserman, Samuel Chait, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export dry goods, cotton goods, silks, woollens, boy's and girl's, men's and women's clothing, hats and caps, pants, suits, dresses, furs, millinery, tweeds, fabrics and garments of every kind and description, ladies' and men's furnishings of every kind, boy's, girl's, ladies' and men's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind and description, and in all things incidental or appertaining thereto, under the name of "Alman Sportswear Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

7277-o

Deputy Attorney General.

"Banner Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1944, incorporating: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, advocates and King's Counsels, and Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of children's dresses and ladies' sportswear of all kinds and descriptions, under the name of "Banner Sportswear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 2,000 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

7278-o

Deputy Attorney General.

"Business Educations Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1944, incorporating: Joseph Dubney, merchant, Thomas Tansey, advocate, and Patrick Clarke, mechanic, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Trade Schools Act (R.S.Q., 1941, c. 64), to operate and conduct schools and colleges giving courses in all subjects and matters susceptible of instruction;

Administrer et diriger des écoles par correspondance;

Publier des livres, périodiques et autres imprimés, sous le nom de "Business Educations Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deux août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7279

L. DÉSILETS.

To operate and conduct correspondence schools;

To publish books, periodicals and other printed matter, under the name of "Business Educations Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"C. M. Wilkinson Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1944, constituant en corporation: George Hugh Semple, de la cité de Westmount, John William Long, de la cité d'Outremont, tous deux avocats, et Margot Mary Quinn, de la cité de Montréal, secrétaire et fille majeure, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de fruits, végétaux, poisson, viande et mousse; courtiers, agents, commissaires-priseurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et marchands généraux; et

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer, préparer, congeler, faire la mise en boîtes et le commerce de toutes sortes de fruits, végétaux en boîtes, congelés, confis, préparés, marinés et séchés, mousse, grains, provisions, viande, poisson, volaille et gibier, et extraits, sirops, confitures, marmelades, essences, sauces, assaisonnements, gelées, cidre et vinaigre de cidre, fruits et végétaux aérés ou évaporés, produits des champs, de la ferme, de la mer et de la forêt, sous le nom de "C. M. Wilkinson Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000) divisé en 450 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7280

L. DÉSILETS.

"East Dalquier Gold Mines Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1944, constituant, en corporation: John Emmerson Hamilton, comptable, Auguste Mathieu, conseil en Loi du Roi, Joseph Clovis Dagenais, Gerald McTeigue, tous deux avocats, et Thomas Leo Lynch, ingénieur minier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande

"C. M. Wilkinson Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1944, incorporating: George Hugh Semple, of the City of Westmount, John William Long, of the City of Outremont, both advocates, and Margot Mary Quinn, of the City of Montreal, secretary and spinster of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail fruit, vegetable, fish, meat and moss merchants, brokers, factors, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders; and

To import, export, produce, buy, sell, manufacture, process, freeze, can and deal in all kinds of canned, frozen, preserved, processed, pickled and cured fruits and vegetables, moss, grains, provisions, meats, fish fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalade, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits and vegetables, products of the field, farm, sea and forests, under the name of "C. M. Wilkinson Limited", with a total capital stock of forty-five thousand dollars (\$45,000) divided into 450 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"East Dalquier Gold Mines Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1944, incorporating: John Emmerson Hamilton, accountant, Auguste Mathieu, King's Counsel, Joseph Clovis Dagenais, Gerald McTeigue, both advocates, and Thomas Leo Lynch, mining engineer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever.

à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "East Dalquier Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois million de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7281 L. DÉSILETS.

"E. T. Corset & Lingerie Cie Ltée"
"E. T. Corset & Lingerie Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'août 1944, constituant en corporation: Roger Lacoste, de la cité d'Outremont, Marc Lacoste, Jacques Duquette, tous deux de la cité de Montréal, Jacques Viau, de la cité de Lachine, tous quatre avocats, et Julien Latendresse, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaire comme manufacturiers et commerçants de vêtements et de lingerie de toutes sortes;

En particulier, fabriquer et vendre des corsets, camisoles, chemises, cravates, écharpes et fichus, gants, mouchoirs et caleçons, bas et chaussettes et tous autres effets de même nature;

Aussi fabriquer et vendre des matelas, traversins, oreillers et taies d'oreillers, couvertures et draps de lits, coussins, serviettes, rideaux, tapis, housses et lingerie de tout genre, sous le nom de "E. T. Corset & Lingerie Cie Ltée"—"E. T. Corset & Lingerie Co. Ltd.", avec un capital total de \$280,000.00, divisé en 2,800 actions de cent dollars (\$100) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$80,000.00, divisée en 800 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7282-o L. DÉSILETS.

"Irreversible Fluid Meters Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1944, constituant en corporation: Romuald Morin, agent, de la cité d'Outremont, Bella Bugeaud, fille majeure, secrétaire, et Alcide Grenon, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs et exportateurs, en général sans restriction, de mètres à fluide, régistres à fluide et contrôles, soupapes, tuyaux et tous autres matériaux et

ver; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "East Dalquier Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000), divided into 3,000,000 shares of one dollar (\$1) each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7281-o Deputy Attorney General.

"E. T. Corset & Lingerie Cie Ltée"
"E. T. Corset & Lingerie Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1944, incorporating: Roger Lacoste, of the city of Outremont, Marc Lacoste, Jacques Duquette, both of the city of Montreal, Jacques Viau, of the city of Lachine, all four advocates, and Julien Latendresse, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in clothing and lingerie of all kinds;

In particular, to manufacture and sell corsets, camisoles, shirts, ties, scarves and neck-wear, gloves, handkerchiefs and underwear, stockings and socks and all other effects of a like nature;

Also to manufacture and sell mattresses, bolsters, pillows and pillow cases, blankets and sheets, cushions, table napkins, curtains, carpets, covers and household linen of all kinds, under the name of "E. T. Corset & Lingerie Cie Ltée"—"E. T. Corset & Lingerie Co. Ltd.", with a total capital stock of \$280,000 divided into 2,800 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$80,000, divided into 800 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7282 Deputy Attorney General.

"Irreversible Fluid Meters Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1944, incorporating: Romuald Morin, agent, of the City of Outremont, Bella Bugeaud, spinster of lawful age, secretary, and Alcide Grenon, accountant, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on as manufacturers, producers, dealers, merchants, importers and exporters, generally without limitation of fluid meters, fluid registers and controls, valves, pipes and all other materials and products, articles or things

produits, articles ou choses requis, connexes ou touchant à ce commerce, sous le nom de "Irreversible Fluid Meters Company Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$99,000, divisé en 990 actions de cent dollars chacune;

La partie du capital-actions devant être émis en actions privilégiées est de \$49,000 divisé en 490 actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7283 L. DÉSILETS.

"Jane Junior Hollywood Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1944, constituant en corporation: Reuben Ross, vendeur, Celia Cohen, sténographe, et Sonya Gertin, teneuse de livres, les deux dernières filles majeures, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine, des cotonnades, lainages, soieries, toiles, et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes et vêtements de sport pour enfants et adolescentes, sous le nom de "Jane Junior Hollywood Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7284 L. DÉSILETS.

"Joyce Children's Wear Mfg. Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1944, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en Loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Esther Gasoi, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine, du coton, des tissus, lainages, soieries, toiles, et vêtements de toutes sortes, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter, en général des vêtements de toutes sortes pour enfants, sous le nom de "Joyce Children's Wear Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

required in connection with or incidental to such businesses, under the name of "Irreversible Fluid Meters Company Limited".

The amount of the capital stock of the company is \$99,000, divided into 990 shares of one hundred dollars each;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$49,000, dollars divided into 490 shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7283-o Deputy Attorney General.

"Jane Junior Hollywood Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1944, incorporating: Reuben Ross, salesman, Celia Cohen, stenographer, and Sonya Gertin, bookkeeper, the two latter spinsters, all of the City of Outremont, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of children's and junior dresses and sportswear, under the name of "Jane Junior Hollywood Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7284-o Deputy-Attorney General.

"Joyce Children's Wear Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1944, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, both of the City of Outremont, and Esther Gasoi, secretary, spinster, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, or otherwise acquire and sell, or otherwise deal, in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export, all kinds of children's clothing generally, under the name of "Joyce Children's Wear Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7285 L. DÉSILETS.

**"La Buanderie du Saguenay, Inc."
"Saguenay Laundry, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'août 1944, constituant en corporation: Léon Côté, de la paroisse de Ste-Foy, Gérard Marceau, de la paroisse de St-Colomb de Sillery, et Lionel Roussin, de la cité de Québec, tous trois comptables agréés, du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer le commerce, les opérations et les affaires de blanchisseurs et teinturiers qui consistent à laver, nettoyer, teindre, presser et réparer toutes sortes de vêtements, étoffes, garnitures de maison, meubles, tapis ou autres effets, sous le nom de "La Buanderie du Saguenay, Inc."—"Saguenay Laundry, Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille dollars (\$5,000), divisée en 50 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7286-o L. DÉSILETS.

"Lady Fashion Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1944, constituant en corporation: Wolf Ghenender, Reuben Neiman, manufacturiers, et David Lack, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations qui consistent à entreprendre, manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire commerce comme entrepreneurs, manufacturiers, grossistes, trafiquants, marchands détaillants et agents de robes, manteaux, costumes, habits de sport et autres vêtements de toute sorte et description, pour femmes, fillettes et enfants; lainages, soieries et contonnades, tissus et étoffes de toute sorte et description, sous le nom de "Lady Fashion Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7287 L. DÉSILETS.

"Lasalle Quarry Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7285-o Deputy Attorney General.

**"La Buanderie du Saguenay, Inc."
"Saguenay Laundry, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1944, incorporating: Léon Côté, of the parish of Ste-Foy, Gérard Marceau, of the parish of St-Colomb de Sillery, and Lionel Roussin, of the city of Quebec, all three chartered accountants, of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business, operations and affairs of cleaners and dyers which consist in washing, cleaning, dyeing, pressing and repairing all kinds of clothing, materials, house furnishings, furniture, rugs or other effects, under the name of "La Buanderie du Saguenay, Inc."—"Saguenay Laundry, Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is five thousand dollars (\$5,000), divided into 50 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7286 Deputy Attorney General.

"Lady Fashion Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1944, incorporating: Wolf Ghenender, Reuben Neiman, manufacturers, and David Lack, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of contracting, manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in either as contractors, manufacturers, wholesalers, jobbers, retailers and agents of ladies', girls' and children's dresses, coats, suits and sportswear and other wearing apparel of every kind and description; of woollen, silk and cotton cloths, fabrics and materials of every kind and description, under the name of "Lady Fashion Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7287-o Deputy Attorney General.

"Lasalle Quarry Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1944, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, avocat, Wilfrid R. Anderson, comptable, et Jacques Lafontaine, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à extraire et à tailler la pierre, sous le nom de "Lasalle Quarry Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deux août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7288

L. DÉSILETS.

"L. Berger Limitée"
(L. Berger Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'août 1944, constituant en corporation: J.-Onésime Despatis, gérant de banque, Simone Brodeur, célibataire, secrétaire, et Paul-Wilfrid Dagenais, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce du bois, sous toutes ses espèces et dans tous ses usages, en produits et sous-produits, et de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois, sous le nom de "L. Berger Limitée" (L. Berger Limited), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7289-o

L. DÉSILETS.

"Le Mont Thabor"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Dionne, employé civil, Henri Mitchell, travailleur social, tous deux de la cité de Montréal, et Ls-Philippe McComber, marchand de fourrures, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Permettre aux membres de la corporation de travailler en commun, sans but lucratif, à la protection et au relèvement moral de l'enfance, sous le nom de "Le Mont Thabor".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7290-o

L. DÉSILETS.

ince of Quebec, bearing date the second day of August, 1944, incorporating: Ernest Lafontaine, advocate, Wilfrid R. Anderson, accountant, and Jacques Lafontaine, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of stone quarrying and stone cutting, under the name of "Lasalle Quarry Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The chief place of business of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

7288-o

Deputy Attorney General.

"L. Berger Limitée"
(L. Berger Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1944, incorporating: J. Onésime Despatis, bank manager, Simone Brodeur, spinster, secretary, and Paul Wilfrid Dagenais, gentleman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and deal in wood, in all species of same and for all uses, its products and its by-products and in all things in the manufacture of which wood may enter, under the name of "L. Berger Limitée" (L. Berger Limited), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 2,000 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

7289

Deputy Attorney General.

"Le Mont Thabor"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1944, to incorporate as a corporation without shares capital: Joseph Dionne, civil employee, Henri Mitchell, social worker, both of the city of Montreal, and Ls-Philippe McComber, fur dealer, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To enable the members of the corporation to work, in common, without any lucrative purpose, for the protection and moral uplifting of childhood, under the name of "Le Mont Thabor".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.)

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

7290

Deputy Attorney General.

"Linguaphone Inc."

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1944, constituant en corporation: Louis Edward Dobrofsky, George Erlick, tous deux gérants, et Zipporah Schneider, épouse séparée de biens dudit Louis Edward Dobrofsky, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Préparer, reviser, éditer ou faire préparer, reviser ou éditer, vendre, louer, distribuer aux conditions jugées convenables ou nécessaires, des cours, conférences, causeries, exercices et toutes sortes de méthodes d'enseignement dans toute langue qui est ou peut être en usage dans le monde, au moyen de causeries imprimées en feuilles, pamphlets, livres ou autre matière écrite conjointement en tout ou en partie avec des records ou disques de phonographe ou gramophone ou autre appareil reproduisant la voix; ou faire le commerce de toute matière écrite ou de tout appareil reproduisant la voix séparément; fournir pour leur usage, au moyen de vente, bail ou autre mode de distribution, des causeries, cours ou méthodes d'enseignement ainsi composés ou arrangés, aux écoles, collèges, universités, professeurs de langues, associations, clubs, particuliers, firmes ou corporations dans le but de procurer de l'information, de l'éducation, de la culture ou de la récréation; de faire les susdits comme mandants ou agents ou au moyen de, sous-agents, sous le nom de "Linguaphone Inc." avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7291 L. DÉSILETS.

"Louis Jobin Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour d'août 1944, constituant en corporation: Louis Jobin, entrepreneur, Arthur Jobin, tous deux peintres décorateurs, et Gérard Dion, dessinateur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire ou exercer le commerce de peintre décorateur sous toutes ses formes;

Faire ou exercer tout et chacun des commerces de réparations générales, améliorations, reconstructions, réfections d'édifices déjà existants;

Faire ou exercer la réparation, la sculpture et la réfection d'objets de marbre, de granit ou de pierre, la réparation de statues et de tous objets semblables, sous le nom de "Louis Jobin Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7292-0 L. DÉSILETS.

"Linguaphone Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1944, incorporating: Louis Edward Dobrofsky, George Erlick, both managers, and Zipporah Schneider, wife separate as to property of the said Louis Edward Dobrofsky, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prepare, revise, edit or cause to be prepared revised or edited, to sell, lease, distribute on such terms as may be deemed advisable or expedient courses, lectures, talks, drills and all sorts of methods of instruction in each and every language used or which may be used in the world, by way of printed lecture sheets, pamphlets books or other written material in conjunction wholly or in part with phonograph or gramophone records, disks or other voice reproducing apparatus; or to deal in and with such printed material and such voice re-producing apparatus separately from each other; to furnish for use by way of sale, lease or other method of distribution such languages, lectures, courses or methods of instruction so composed and arranged, to schools, colleges, universities, language instructors, societies, clubs, individuals, firms or corporations for purposes of information, education, culture or pleasure; to do the above either as principals or agents or through sub-agents, under the name of "Linguaphone Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7291-0 Deputy Attorney General.

"Louis Jobin Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1944, incorporating: Louis Jobin, contractor, Arthur Jobin, both painters and decorators, and Gérard Dion, designer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of painter and decorator in all lines of same;

To carry on or engage in all or any of the businesses of general repairs, improvements, reconstruction, remodeling of already existing buildings;

To carry on and engage in the repairing, carving and remodeling of objects in marble, granite or stone, the repairing of statues and of all similar objects, under the name of "Louis Jobin Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7292 Deputy Attorney General.

"Margie Don Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1944, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, de la cité d'Outremont, Albert Marcus et Abraham Feiner, tous deux de la cité de Montréal, tous trois avocats, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, marchands, négociants et fournisseurs de vêtements de toute sorte et description pour hommes, femmes et enfants;

Agir comme entrepreneurs pour autres particuliers, personnes ou firmes aux fins de tailler, coudre et finir des vêtements et de la lingerie de toute sorte et description pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Margie Don Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7293

L. DÉSILETS.

"Margie Don Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1944, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, of the City of Outremont, Albert Marcus and Abraham Feiner, both of the City of Montreal, all three advocates, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, merchants, jobbers and contractors of men's, women's and children's wearing apparel of all descriptions and kinds;

To act as contractors for other individuals, persons or firms for the purpose of cutting, sewing and finishing men's, women's and children's clothes and wearing apparel of every kind and description, under the name of "Margie Don Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"National Children's Wear Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un juillet 1944, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, distribuer, faire le commerce et négoce de toutes sortes de vêtements, lingerie d'enfants, barboteuses, jouets, gilets, sous-vêtements, basquètres, bas, salopettes, habits de neige, habits de soleil, mitaines, gants, tabliers, coupe-vent, habits de sport, blouses, robes, bavettes, chapeaux, casquettes, bonnets, jaquettes, pantalons, jarretelles, bretelles, lingerie, vestons, pantalons, fourrures, coiffures, tweeds, tissus, cotonnades, drap, dentelles et tissus imperméables, carcasses de chapeaux, ou tous vêtements et articles tricotés, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, fourreurs, gantiers et marchands de vêtements et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission, sous le nom de "National Children's Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente et un juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7294

L. DÉSILETS.

"National Children's Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1944, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export, import, distribute, trade in and deal with all kinds of clothing, children's wear, rompers, toys, vests, undergarments, leggings, stockings, overalls, snowsuits, sun-suits, mitts, gloves, pinafores, windbreakers, sport suits, blouses, aprons, dresses, bibs, suits, hats, caps, bonnets, jackets pants, suspenders, braces, wearing apparel, vests, slacks, furs, millinery, tweeds, fabrics, dry goods, cottons, cloth and laces and waterproof goods, hat frames, or any garments and knitted goods, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, gloves and dealers in garments and to act as manufacturers' agent or commission agents, under the name of "National Children's Wear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Northmount Sales Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1944, consti-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1944, incorporating: Arnel Ro-

tuant en corporation: Arnel Robitaille, directeur Sonya Gertin, teneuses de livres, et Celia Cohen sténographe, toutes deux de la cité d'Outremont, fille majeures, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles, et vêtements de toutes sortes; faire les opérations qui consistent à manufacturer, acheter, et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de lainages, tissus, cotonnades, rayonnées et articles semblables, sous le nom de "Northmount Sales Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7295

L. DÉSILETS.

"Progress Swiss Embroidery Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juillet 1944, constituant en corporation: Eddy Levine, marchand, Rose Pollock, épouse séparée de biens dudit Eddy Levine, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal, Louis Finegold, marchand, et Yettie Kotansky, épouse séparée de biens dudit Louis Finegold, et dûment autorisée par son dit époux à icelles, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, négocier, importer, exporter, en gros et en détail, des articles de broderie suisse, taies d'oreillers, draps, garnitures pour berceaux d'enfants, taies d'oreillers pour bébés, accessoires de bridge, serviettes de cuisine, serviettes d'invités, petites serviettes, débarbouillettes, serviettes ouvrees, serviettes de ratine, mouchoirs pour rouge à lèvres, serviettes pour rouge à lèvres, mouchoirs pour hommes, femmes et enfants, chemins de table, lots de petites serviettes, nappes, tapis de table de bridge; housses, couvertures pour voitures d'enfant, sacs pour articles de bébés, jupons de bébés, lots de taies d'oreillers et tous autres articles semblables, de coton, soie et autre tissu;

Manufacturer, négocier, importer, exporter, en gros et en détail, de la lingerie de toute description pour femmes et enfants, sous le nom de "Progress Swiss Embroidery Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7296

L. DÉSILETS.

"Raymond, Thompson & Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gou-

bitaille, executive, Sonya Gertin, bookkeeper, and Celia Cohen, stenographer, both of the City of Outremont, spinsters, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of woollens, fabrics, cottons, rayons and similar articles, under the name of "Northmount Sales Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Progress Swiss Embroidery Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1944, incorporating: Eddy Levine, merchant, Rose Pollock, wife separate as to property of the said Eddy Levine, and duly authorized by him for these presents, both of the City and District of Montreal, Louis Finegold, merchant, and Yettie Kotansky, wife separate as to property of the said Louis Finegold, and duly authorized by her said husband hereto, both of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail; swiss embroidered products, pillow-cases, sheets, baby-crib sets, baby pillow-cases, fridge sets, kitchen towels, guest towels, finger-tip towels, wash towels, huck towels, terry towels, lipstick handkerchiefs, lipstick towels, men's, women's and children's handkerchiefs, runners, doily sets, table cloths, bridge table covers; chair covers sets, baby carriage covers, baby utility bags, baby slips, pillow-case sets, and all other allied products, whether of cotton, silk and other material;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, women's and children's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Progress Swiss Embroidery Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Raymond, Thompson & Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

verneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize août 1944, constituant en corporation: Thomas Tansey, avocat, Patrick Clarke, mécanicien, et Joseph Dubney, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et négocier toutes transactions comme courtiers et vendeurs d'actions, obligations, certificats et valeurs, sous le nom de "Raymond, Thompson & Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 20,000 actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seize août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7297 L. DÉSILETS.

"Rex Pants Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1944, constituant en corporation: Joseph Lefcœ, de la cité de Westmount, manufacturier, Norman N. Genser, avocat, et Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et commercer et négocier des pantalons, vêtements de sport, habits et vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes, garçons, femmes et enfants, sous le nom de "Rex Pants Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7298 L. DÉSILETS.

"Ridgewood Housing & Development Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1944, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Murray Kussner, avocats, David Love, comptable, et Margaret Mortimer, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, posséder et développer l'emplacement immobilier ayant front sur le chemin Côte des Neiges, dans les cité et district de Montréal, et connu originairement comme étant la propriété Ridgewood, et aucun autre lot ou bâtisse ou les deux, avoisinants, adjacents ou contigus qui peuvent à la compagnie devoir s'agrandir ou compléter plus entièrement ou plus loin le développement de l'emplacement immobilier ci-haut décrit, sous le nom de "Ridgewood Housing & Development Company", avec un capital-actions divisé en deux mille actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars.

Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1944, incorporating: Thomas Tansey, barrister, Patrick Clarke, mechanic, and Joseph Dubney, manufacturer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake and carry out all transactions as brokers and dealers in shares, bonds, certificates and securities, under the name of "Raymond, Thompson & Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 20,000 shares of one dollar (\$1) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Rex Pants Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1944, incorporating: Joseph Lefcœ, of the City of Westmount, manufacturer, Norman N. Genser, advocate, and Tessy Frankel, secretary, unmarried, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in and with men's, boys', women's and children's pants, sportswear, clothing and wearing apparel of every kind and description, under the name of "Rex Pants Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Ridgewood Housing & Development Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1944, incorporating: Isidore M. Bobrove, Murray Kussner, advocates, David Love, accountant, and Margaret Mortimer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, to own and develop the immovable emplacement, fronting on Cote des Neiges Road, in the City and District of Montreal, and originally known as the Ridgewood property, and any other neighbouring, adjacent or contiguous, vacant land, or building, or both, which may seem calculated by the company to expand or to complete more fully or further the development of the above described immovable emplacement, under the name of "Ridgewood Housing & Development Company", with a capital stock divided into two thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7299 L. DÉSILETS. 7299-o

"T. Gignac Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'août 1944, constituant en corporation: François-Xavier Dion, marchand, de Matane, Rosaire Lamarre, contremaître, de Québec, et Gérard Lemieux, gérant, de St-David de Lévis, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, fabriquer, manufacturer et vendre les pâtisseries, biscuits, bonbons, chocolats, friandises, sucres, farines, graisses, marchandises d'épicerie et autres produits et marchandises de même nature, sous le nom de "T. Gignac Ltée" avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000) divisé en 50 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7300-o L. DÉSILETS. 7300

"The Physical Stratosphere Suit Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1944, constituant en corporation: Alexandre Papineau Mathieu, avocat, de la cité de Westmount, Max Basler, électricien-mécanicien, et Georgette Marien, fille majeure, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, bâtir, faire, vendre et faire le commerce général de tous articles, objets, effets et marchandises dans lesquels le caoutchouc, le gutta-percha, un composé de caoutchouc et d'autres matières et ingrédients, des compositions végétales et chimiques, procédés chimiques et soie caoutchoutée, soie huilée, articles en soie, articles en coton, cuir et substances fibreuses et marchandises imperméables et tissus d'aucune sorte et description ou toutes substances semblables peuvent être utilisés, et toutes marchandises ou articles faits d'étoffes imperméables ou de quelques substances semblables, comprenant entre autres choses les rideaux de bain, imperméables, collerettes pour shampooing et choses semblables, masques, pipes ou tous articles, objets ou marchandises qui peuvent être manufacturés avec ces marchandises, comprenant des habits pour la stratosphère physique ou aucun autre habit ou vêtements avec approvisionnement d'oxygène sous forme d'air comprimé ou non qui protège la vie ou est d'un genre qui sert à aider les hommes dans les usines, mines, manufactures, et en général à protéger ces hommes employés, ou occupés à des travaux commerciaux, militaires, navals ou scientifiques ou pour d'autres fins, sous le nom de "The Physical Stratosphere Suit Co. Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 1,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General

"T. Gignac Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1944, incorporating: François-Xavier Dion, merchant, of Matane, Rosaire Lamarre, foreman, of Quebec, and Gérard Lemieux, manager, of St-David de Lévis, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, manufacture, make and sell pastry, biscuits, candies, chocolates, delicacies, sugar, flour, shortening, groceries and other products and merchandise of a like nature, under the name of "T. Gignac Ltée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into 50 shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"The Physical Stratosphere Suit Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1944, incorporating: Alexandre Papineau Mathieu, attorney at law, of the City of Westmount, Max Basler, electrical mechanic, and Georgette Marien, fille majeure, secretary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, build, make, sell and deal in generally all articles, goods, wares and merchandise in which rubber, gutta-percha, a combination of rubber and other materials and ingredients, vegetable and chemical compositions, chemicals processed and rubberized silk, oil-silk, silk goods, cotton goods, leather and fibrous substances and waterproof goods and fabrics of every kind and description, of any similar substances may be used, and any merchandise or articles made out of waterproof cloth or some similar substances, including amongst other things shower-curtains, raincoats, shampoo capes, and the like masks, pipes or any article, object or goods, which can be manufactured with including physical stratosphere suits or any other suit, or wearing apparel, with oxygen supply in the form of compressed air or not, which protects the life, or is of a type to help men, in plants, mines, manufactures, generally these men are employed for or engaged in commercial, military, naval or scientific work or for other purposes, under the name of "The Physical Stratosphere Suit Co. Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 1,000 shares of ten dollars (\$10) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorze août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7301 L. DÉSILETS.

"Thomaque Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept août 1944, constituant en corporation: Dimitre Chalykoff, commerçant, Henri Nault, comptable, et Egbert W. Westover, avocat, tous de la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Thomaque Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le sept août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7302 L. DÉSILETS.

"Tool and Accessories Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept août 1944, constituant en corporation: Honoré Dionne, avocat, de la cité de Joliette, district de Joliette, Euclide Gaboury et J. Walter Gaboury, fabricants d'outils, tous deux de la cité de Montréal, district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de mécaniciens et marchands et manufacturiers d'unités motrices, moteurs et autres machines de fabricants d'outils, fondeurs en bronze, travailleurs en métal, fabricants de bouilloires, propriétaires de moulins, machinistes, convertisseurs en fer et en acier, forgerons, poseurs de tuyaux pour la vapeur et pour le gaz, travailleurs en bois, constructeurs, peintres, métallurgistes, électriciens, fabricants de gaz, voituriers et marchands; acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou prendre à bail et faire le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes, sous le nom de "Tool and Accessories Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7301-o Deputy Attorney General.

"Thomaque Gold Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1944, incorporating: Dimitre Chalykoff, trader, Henri Nault, accountant, and Egbert W. Westover, advocate all of the Town of Val d'Or, in the District of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Thomaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000), divided into 3,000,000 shares of one dollar (\$1) each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the District of Abitibi, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7302-o Deputy Attorney General.

"Tool and Accessories Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1944, incorporating: Honoré Dionne, advocate, of the City of Joliette, in the District of Joliette, Euclide Gaboury and J. Walter Gaboury, toolmakers, both of the City of Montreal, in the District of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of mechanics and dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, tool makers, brass foundries, metal workers, boiler makers, mill-wrights, machinists, iron and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood-workers, builders, painters, metallurgists, electricians, gas makers, carriers and merchants; to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds, under the name of "Tool and Accessories Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into 2,000 shares of ten dollars (\$10) each.

Le siège social de la compagnie sera à 859 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sept août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7303 L. DÉSILETS.

"United Auto Parts (St-Joseph D'Alma) Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'août 1944, constituant en corporation: Ariste Brossard, avocat, Conseil en loi du Roi, Lucien Roux, avocat, et Paul Lafontaine, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 1500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, dans le district de Roberval, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7304-o L. DÉSILETS.

"Whitewear Mfg. Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1944, constituant en corporation: Solomon Korman, Saul Yaffe, manufacturiers, de la cité de Montréal, Michael Greenblatt, avocat, de la cité de Westmount, and Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte; faire le commerce de manufacture, achat et vente de vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'uniformes en coton pour femmes et hommes, sous le nom de "Whitewear Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7305 L. DÉSILETS.

"Young Folks, Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

The head office of the company will be at 859 Notre-Dame Street West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7303-o Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (St-Joseph D'Alma) Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1944, incorporating: Ariste Brossard, advocate, King's Counsel, Lucien Roux, advocate and Paul Lafontaine, bailiff, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, both wholesale and retail, in automobiles, tractors, aeroplanes, boats, canoes, launches, trucks, waggons, motorcycles, motors, and also any parts, spare parts, pieces, directly or indirectly connected therewith, and anything capable of being used in connection with the said objects or for the manufacture, maintenance and respective working thereof, under the name of "United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 1500 preferred shares of a par value of \$10 each and 5000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph d'Alma, in the district of Roberval, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7304 Deputy Attorney General.

"Whitewear Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1944, incorporating: Solomon Korman, Saul Yaffe, manufacturers, of the City of Montreal, Michael Greenblatt, advocate, of the City of Westmount, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' and men's cotton uniforms, under the name of "Whitewear Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7305-o Deputy Attorney General.

"Young Folks, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize août 1944, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, avocat, I. Arthur Schwartz, marchand, et Georgia M. Smith, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, établir et exploiter des commerces pour l'achat, la vente et la distribution de vêtements et sous-vêtements pour femmes et enfants, marchandises sèches, et menus articles en détail, et acheter, vendre et faire le commerce de ces articles et marchandises, et faire toute autre chose subordonnée ou connexe à l'acquisition des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Young Folks, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seize août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7306

L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1944, incorporating: Clarence Rosenhek, advocate, I. Arthur Schwartz, merchant, and Georgia M. Smith, spinster, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, establish and operate stores for the purchase, sale and distribution of ladies' and children's outerwear and underwear, dry goods, and small wares at retail and to buy sell and deal in such goods and merchandise, and to do any other thing which may be ancillary or reasonably incidental to the attainment of the objects and to exercise the powers of the company, under the name of "Young Folks, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Lettres patentes Supplémentaires

"Centre d'Orientation (placement familial)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'août 1944, changeant le nom de la corporation "Le Placement Familial", constituée comme telle par lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1943, sous le nom de "Le Placement Familial", en celui de: "Centre d'Orientation (placement familial)".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7307-o

L. DÉSILETS.

"Chateau Inn Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour d'août 1944, à la compagnie "Chateau Inn Limitée", ratifiant son Règlement N° 3 augmentant son capital de \$10,000.00 à \$45,000.00, par la création de 35,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7308-o

L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

"Centre d'Orientation (placement familial)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1944, changing the name of the company "Le Placement Familial" incorporated as such by letters patent bearing date the fifth day of November, 1943, under the name of "Le Placement Familial", to that of "Centre d'Orientation (placement familial)".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

7307

Deputy Attorney General.

"Chateau Inn Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1944, to the company "Chateau Inn Limitée", ratifying its By-law No. 3, increasing its capital stock from \$10,000. to \$45,000. by the creation of 35,000 additional common shares of a par value of \$1. each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

7308

Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie laitière de la pro-
vince de Québec.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 4-44

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du jeudi, 17 août 1944, tenue à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. É. Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2. La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.45 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, verser, entre les mains de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec, $\frac{1}{2}$ sou pour chaque cent livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée au Sherbrooke Group of the United Milk Producers of the Province of Quebec au pro rata des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière. Il est entendu que ce prix de \$2.45 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous et demi la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine, dix sous et demi la pinte et quarante-deux sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

7. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 4-H-43 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1943, et entre en vigueur le 1er octobre 1944.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ, Commissaire
GILBERT MACMILLAN, "

Approuvé dans la limite de l'application du sous-paragraphe 3 de l'article 2 des règlements de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Ce 11 septembre 1944.

D. DEWAR,
Vice-Président.

(Certifiée): ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
7310-o

Meeting of Thursday, August 17, 1944, held at Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. É. Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the City of Sherbrooke and municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.45 net F.O.B. business place of said dealer, and from this sum remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, $\frac{1}{2}$ cent for each hundred pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Sherbrooke Group of the United Milk Producers of the Province of Quebec, in proportion of the quantities furnished to milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry. It is understood that the said price of \$2.45 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream".

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven and a half cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to five and a half cents a pint, ten and a half cents a quart and forty-two cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to forty cents a gallon.

7. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty-two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 4-H-43 of the said Commission published in the *Quebec Official Gazette* of October 30th, 1943, and comes into force on October 1st, 1944.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ, Commissioner,
GILBERT MACMILLAN, "

Concurred in to the extent that subsection 3 of section 2 of the Wartime Prices and Trade Regulations applies.

This 11th day of September 1944.

D. DEWAR,
Deputy Chairman.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
7310-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 3-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 août 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10.00 a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Trois-Rivières;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Rivières.

2. La région de Trois-Rivières comprend la cité de Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contiguë à la cité de Trois-Rivières, connue dans la région, sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite, jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40½ net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Trois-Rivières.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous et demi la pinte.

6. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous et demi la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Le prix du lait pasteurisé, offert, vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers, ne doit pas être inférieur à trente-deux sous le gallon.

8. Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à quarante-sous le gallon.

9. Nul marchand de lait ne peut offrir, vendre ou livrer du lait destiné aux institutions de charité, cantines scolaires et hôpitaux à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 3-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 17, 1944, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr. É. Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, and Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Three Rivers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the "suburbs" and reaching to Calvary Road; moreover, Saint-Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40½ net F.O.B. business place of said dealer, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec half a cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers Co-Operative Syndicate of Three Rivers.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven and a half cents a quart.

6. Save the provisions of article 5 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to five and a half cents a pint and ten and a half cents quart. As far as concerns boarding-houses, the present articles include only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers to distributors of dairy products, must not be less than thirty two cents a gallon.

8. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to forty cents a gallon.

9. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at prices inferior to thirty-six cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 3-H-39A de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 décembre 1939, et entrera en vigueur le 1er octobre 1944.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvé dans la limite de l'application du sous-paragraphe 3 de l'article 2 des règlements de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Ce onzième jour de septembre 1944.

(signé) D. DEWAR,
Vice-Président.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière. 7309-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 6-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 août 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10.00 a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Shawinigan;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2. La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, contiguë au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu et cette partie de la municipalité de la paroisse de Ste-Flore bornée par la route Ste-Catherine.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40½ F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60½ F.A.B. la ferme du producteur.

Vu l'entente intervenue entre les marchands de lait et leurs producteurs-fournisseurs, et ratifiée par ladite Commission, tout marchand de lait devra retenir à même les sommes dues à ses producteurs-fournisseurs, ½ sou pour chaque cent livres de lait dont le produit sera, chaque mois, versé, pour et au nom desdits producteurs-fournisseurs, entre les mains de ladite Commission qui elle-même la transmettra au secrétaire-trésorier du Syndicat des producteurs de lait de Shawinigan.

Tout cultivateur-producteur de lait qui, lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, vend et distribue au public, pour son propre

The present order cancels Order No. 3-H-39A of said Commission published in the *Official Gazette of Quebec* dated December 9, 1939, and comes into force on October 1st, 1944.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

(Signed) Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in to the extent that subsection 3 of Section 2 of the Wartime Prices and Trade Regulations applies.

This 11 day of September 1944.

D. DEWAR,
Deputy Chairman.

(Certified): ALPHONSE SAVOIE,
Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 6-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 17, 1944, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 a.m.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Shawinigan;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, that part of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Mathew's range, and that part of the municipality of the parish of Ste-Flore bordered by Ste-Catherine Road.

3. Any pasteurized milk dealer must pay to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.40½ F.O.B. business place of said dealer and any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he received from them, \$2.60½ F.O.B. farm of producer.

In view of the agreement passed between milk dealers and their producers with the approval of the Commission, any milk dealer will retain on the sums he owes to his producers, ½ cent per hundred pounds of milk, the product of such retention to be each month turned over, for and in the name of said producers, to the Commission who will itself remit it into the hands of the Secretary-Treasurer for the Shawinigan Milk Producers' Syndicate.

Any farmer-producer who himself or through some other person, sells or distributes to the public, for his own profit, the milk he produces

bénéfice, le lait qu'il produit pour être consommé à l'état nature, et qui fait par là le commerce de laitier, devra verser, le dernier jour de chaque mois, entre les mains de la Commission de l'Industrie laitière, un demi sou pour chaque cent livres de lait ainsi vendu. Le secrétaire de la Commission transmettra, de temps à autre, les sommes ainsi perçues au secrétaire-trésorier du Syndicat des Producteurs de Lait de Shawinigan.

4. Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 32 sous le gallon.

5. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous et demi la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous et demi la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 6-H-43 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1943, et entre en vigueur le 1er octobre 1944.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvé dans la limite de l'application du sous-paragraphe 3 de l'article 2 des règlements de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Ce 11e jour de septembre 1944.

D. DEWAR,
Vice-Président.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
7311-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 12-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 août 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Québec, à 10.00 a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

for consumption in the raw state, and who thereby acts as milk dealer, will have to remit, on the last day of each month, into the hands of the Dairy Industry Commission, half a cent for each hundred pounds of milk thus sold. The secretary of the Commission will turn over, from time to time, the sums so received to the secretary-treasurer of the Milk Producers Syndicate.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 32 cents a gallon.

5. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven and a half cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to five and a half cents a pint and ten and a half cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known, as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 6-H-43 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 30, 1943, and comes into force on October 1st 1944.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. Dr ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in to the extent that subsection 3 of section 2 of the Wartime Prices and Trade Regulations applies.

This 11th day of September 1944.

D. DEWAR,
Deputy Chairman.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
7311-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 12-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 17, 1944, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 a.m.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, president, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand-Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contiguë à la cité de Grand'Mère, jusqu'à et y compris le lot N° 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la ferme du producteur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous et demi la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous et demi la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 12-H-43 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 30 octobre 1943, et entre en vigueur le 1er octobre 1944.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

signe: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvé dans la limite de l'application du sous-paragraphe 3 de l'article 2 des règlements de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Ce 11e jour de septembre 1944.

D. DEWAR,
Vice-Président.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
7312-o

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Sainte-Flore and adjoining the city of Grand'Mère, up to and including lot No. 109. of the cadastre of the municipality of Sainte-Flore.

3. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. farm of producer.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk at a price inferior to six cents a pint and eleven and a half cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer, or any other business establishment at a price inferior to five and a half cents a pint and ten and a half cents a quart.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents per gallon.

The present order cancels Order No. 12-H-43 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 30, 1943, and comes into force on October 1st 1944.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: MESSRS. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in to the extent that subsection 3 of section 2 of the Wartime Prices and Trade Regulations applies.

This 11th day of September 1944.

D. DEWAR,
Deputy Chairman.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
7312-o

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 230034. Dame Flore Bourgeois, épouse commune en biens de Roméo Lalonde, des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de corps contre son mari, ledit Roméo Lalonde.

Montréal, le 18 septembre 1944.

Le procureur de la demanderesse,
7315-o ROGER LA PALME.

Action for separation as to bed and board and property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 230034. Dame Flore Bourgeois, wife common as to property of Roméo Lalonde, of the City and District of Montreal, has instituted an action in separation as to bed and board against her husband, the said Roméo Lalonde.

Montréal, the 18th of September 1944.

7315-o ROGER LA PALME,
Attorney for Plaintiff.

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Les Employés des Services du Gaz et de l'Électricité de Sherbrooke Inc.", pour l'étude, la

Miscellaneous Notices

The formation of an association, under the name of "Les Employés des Services du Gaz et de l'Électricité de Sherbrooke Inc." for the study

défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 septembre 1944.

Le siège social de la société précitée est situé à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

7316-o

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du vingt-neuf août 1944, les règlements 1 à 12 inclusivement de "The Kenogami Athletic and Playgrounds Association" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce trente et unième jour d'août 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

7327

"THE KENOGAMI ATHLETIC AND PLAYGROUNDS ASSOCIATION"

Extrait des règlements de l'association susmentionnée, tels qu'acceptés et approuvés à l'assemblée annuelle des membres, au "Staff House", Kénogami, le 29 mai 1944, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à six:

"Le conseil d'administration sera composé de six (6) membres. Ceux-ci seront les directeurs de l'association parmi lesquels trois (3) seront élus comme président, vice-président et secrétaire-trésorier."

Le président,
ARTHUR L. SIMCOX.

Le secrétaire,
G. J. SPEAGLE.

7328

Province de Québec, District de Joliette.

Avis public est par le présent donné que la Cité de Joliette s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres-patentes modifiant sa charte, en y remplaçant l'article 23 de ladite charte, par l'article 137 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233) relativement à la division de la cité en arrondissements de votation.

Joliette, le 8 septembre 1944.

Le secrétaire-trésorier de la Cité de Joliette,
CAMILLE BONIN.

7260-37-4-o

defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 15th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Sherbrooke in the district of Saint Francis.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated August twenty-ninth, 1944, By-laws 1 to 12 inclusive of "The Kenogami Athletic and Playgrounds Association" were approved pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

7327-o

"THE KENOGAMI ATHLETIC AND PLAYGROUNDS ASSOCIATION"

Excerpt from the By-laws of the abovenamed Association, as accepted and approved at the Annual Meeting of the members, at the Staff House, Kenogami, on May 29th, 1944, concerning the increase of the number of Directors from five to six:

"The Executive shall consist of six (6) members. These shall be the directors of the Association of whom three (3) shall be elected as President, Vice-President and Secretary-Treasurer."

ARTHUR L. SIMCOX,
President.

G. J. SPEAGLE,
Secretary.

7328-o

Province of Quebec, District of Joliette.

Public notice is hereby given that the City of Joliette will apply to the Lieutenant-Governor in council in order to obtain patent letters modifying its charter, by replacing article 23 of its charter, by article 137 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233) concerning the division of the city into polling divisions.

Joliette, September the 8th 1944.

CAMILLE BONIN,
Secretary-treasurer of the City of Joliette.

7260-37-4-o

Charte—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la Brookside Dairy Inc. requerra l'abandon de sa charte et qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil à cet effet.

Québec, le 13 septembre 1944.

Le procureur,
MAURICE BOISVERT.

Boisvert & Corriveau, avocats,
80, rue St-Pierre, Québec.

7318-o

Charter—Surrender of

Notice is hereby given that the Brookside Dairy Inc. will request the surrender of its charter and it will apply to the Lieutenant-Governor in Council to that effect.

Quebec, September 13th, 1944.

MAURICE BOISVERT,
Attorney.

Boisvert & Corriveau, advocates,
80 St-Pierre street, Quebec.

7318

Demande à la Législature

Avis est, par les présentes, donné que Saul Carolin, marchand; Jack Filler, entrepreneur

Application to Legislature

Notice is hereby given that Saul Carolin, merchant; Jack Filler, electrical contractor; Hyman

électricien; Hyman Halickman, manufacturier; Jacob Isaac Kraminer, manufacturier; Jacob Margulis, marchand; Joseph Victor Riehler, marchand; Max Rosen, marchand; Joseph Rosenblatt, marchand; Max Routtenberg, marchand; Abraham Yancovitch, marchand; tous des cité et district de Montréal; et Jacob Blanshay, manufacturier; Samuel Solomon Drazin, bourgeois; Isidore Jacob Charness, avocat; Max Garmaise, notaire; Max Greenberg, marchand; Harry Naimen, marchand; Issie Rohr, marchand; Abraham Rosen, pharmacien; et William Schechter, manufacturier; tous de la cité d'Outremont, district de Montréal; et Ralph Zabitsky, manufacturier, de la cité de Westmount, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les incorporer sous le nom de "Young Israel of Montreal" avec le pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières; pour garder les registres des actes d'état civil; et pour exercer tous autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes telles autres fins.

Montréal, le 30 août 1944.

Le procureur des requérants,
IRWIN A. FRANKEL.

20 est, rue St-Jacques,
Montréal, P. Q.

7175-35-4

Halickman, manufacturer; Jacob Isaac Kraminer, manufacturer; Jacob Margulis, merchant; Joseph Victor Riehler, merchant, Max Rosen, merchant; Joseph Rosenblatt, merchant; Max Routtenberg, merchant; Abraham Yancovitch, merchant; all of the City and District of Montreal; and Jacob Blanshay, manufacturer; Samuel Solomon Drazin, gentleman; Isidore Jacob Charness, advocate; Max Garmaise, notary; Max Greenberg, merchant; Harry Naimen, merchant; Issie Rohr, merchant; Abraham Rosen, pharmacist; and William Schechter, manufacturer; all of the City of Outremont, District of Montreal; and Ralph Zabitsky, manufacturer, of the City of Westmount, District of Montreal, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Young Israel of Montreal" with power to acquire and possess moveable and immoveable property; to keep registers for acts of civil status; and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, August 30, 1944.

IRWIN A. FRANKEL,
Attorney for Petitioners.

20 St. James Street East,
Montreal, P.Q.

7175-35-4-o

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 15 septembre 1944.

Quebec, September 15th, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, le cinquième jour de septembre 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, in the county of Wolfe, on the fifth day of September, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, in the county of Wolfe, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

ÉMILE MORIN,

ÉMILE MORIN,

Sous-ministre des Affaires Municipales.
Québec, 19 septembre 1944.

Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, September 19th, 1944.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bonaventure, en vertu de la loi des

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Bonaventure, under the Cooperative

sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Avicole de la Gaspésie" et que son principal siège d'affaires est à Bonaventure, comté de Bonaventure.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de septembre 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
7313-o ADRIEN MORIN.

Agricultural Association Act (R.S. 1941, chap. 120) under the name of "Société Coopérative Avicole de la Gaspésie" and that its principal place of business is at Bonaventure, county of Bonaventure.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of September, 1944.

ADRIEN MORIN,
7313 Deputy Minister of Agriculture.

Département de la Colonisation

ORDONNANCE pour la fermeture de la route située dans le 5ième rang du canton de Blandford, sur les lots 19 et 18, longeant le côté sud-est de la ligne du Chemin de Fer Canadien National et conduisant à Lemieux.

ATTENDU que le Conseil Municipal de la paroisse de St-Joseph de Blandford, comté de Nicolet, par une résolution du 3 juillet 1944, demande la fermeture de la route située dans le 5ième rang du canton de Blandford, sur les lots 19 et 18, longeant le côté sud-est de la ligne du Chemin de Fer Canadien National et conduisant à Lemieux;

ATTENDU que la raison alléguée à l'appui de cette demande est que cette route est devenue inutile et que son entretien serait trop dispendieux pour le Conseil Municipal de la paroisse de St-Joseph de Blandford, comté de Nicolet;

ATTENDU qu'il n'y a aucune objection à ce que cette route soit fermée;

ATTENDU qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 16 du chapitre 108 de nos Statuts de la province de Québec, (1941), cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du ministre de la Colonisation, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

EN CONSÉQUENCE, pour me conformer au désir du Conseil Municipal de la paroisse de St-Joseph de Blandford, comté de Nicolet, en ma qualité de ministre de la Colonisation, j'autorise le Conseil Municipal de la paroisse de St-Joseph de Blandford, à fermer la route plus haut mentionnée et à remettre les terrains qu'elle occupe à leurs propriétaires ou successeurs.

Québec, ce 15 septembre 1944.

7314-o J.-D. BÉGIN,
Ministre de la Colonisation.

Department of Colonization

ORDER for the closing of the road situate in the 5th range of the township of Blandford, on lots 19 and 18, running along the Southeast side of the Canadian National Railway line and leading to Lemieux.

WHEREAS the Municipal Council of the parish of St. Joseph de Blandford, county of Nicolet, by a resolution dated July 3rd, 1944, requests the closing of the road situate in the 5th range of the township of Blandford, on lots 19 and 18, running along the Southeast side of the Canadian National Railway line and leading to Lemieux;

WHEREAS the reason alleged for the support of this request is that the said road has become useless and that its upkeep would be too expensive for the Municipal Council of the parish of St-Joseph de Blandford, county of Nicolet;

WHEREAS there is no objection to the closing of the said road;

WHEREAS it is expedient to grant the said request and that, in virtue of section 16 of chapter 108 of Our Statutes of the Province of Quebec, (1941), the said road cannot be closed without an order of the Minister of Colonization, Government monies having been spent thereon.

THEREFORE, to comply with the desire of the Municipal Council of the parish of St-Joseph de Blandford, county of Nicolet, in my quality of Minister of Colonization, I authorize the Municipal Council of the parish of St-Joseph de Blandford to close the road above mentioned and to return the lots of land occupied by it to their owners or successors.

Quebec, September 15th, 1944.

7314 J. D. BÉGIN,
Minister of Colonization.

Département de l'Instruction publique

N° 1116-42.

Québec, le 19 septembre 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Clermont, comté de l'Abitibi-Ouest, les lots 58 à 62 inclusivement des rangs VI et VII du canton de Demeloises pour les annexer à celle de Normetal.

7330-38-2-o Pour le Surintendant,
JOS.-A. PAQUET.

N° 1246-41

Québec, le 6 septembre 1944.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Rivière Richelieu, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire de Filiatrault, dans le même comté.

7255-37-2-o Pour le Surintendant,
JOS.-A. PAQUET.

Department of Education

No. 1116-42.

Quebec, September 19th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of Clermont, county of Abitibi-West, lots 58 to 62 inclusively of Ranges VI and VII of the township of Demeloises, and to annex the same to that of Normetal.

7330-38-2 JOS.-A. PAQUET,
for the Superintendent.

No. 1246-41

Quebec, September 6th, 1944.

Application is made to annex the school municipality of Rivière Richelieu, in the county of Richelieu, to the school municipality of Filiatrault, in the same county.

7255-37-2 JOS.-A. PAQUET,
for the Superintendent.

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre Officiel du Village Incorporé de Sainte-Thérèse-de-Blainville, Division d'Enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 115-1, 115-2, 115-3 et 115-4 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

7322-o

NOTICE

Official Cadastre of the Incorporated Village of Sainte-Thérèse-de-Blainville, Registration Division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 115-1, 115-2, 115-3 and 115-4 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 12th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7322-o

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de St-Pierre-les-Becquets, Division d'Enregistrement de Nicolet.

Avis est par la présente donné que le lot 891 est annulé et les lots 162, 164, 165, 167, 168, 170 à 177, 179, 377, 376, 374, 373, 371, 369, 368, 365, 364, 362, 361, 359, 356, 354, 352, 351, 348, 346, 345, 341, 340, 338, 337, 335, 332, 331, 330, 329, 442 à 446, 448 à 451, 453, 457, 460 à 463, 466, 469, 472, 476, 478 à 482, 484, 485, 487, 489, 490, 491, 492, 493, 495, 496, 498, 497, 499, 500, 504 et 503, sont amendés, conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 septembre 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

7323-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Pierre-les-Becquets, Registration Division of Nicolet.

Notice is hereby given that lot 891 is cancelled and lots 162, 164, 165, 167, 168, 170 to 177, 179, 377, 376, 374, 373, 371, 369, 368, 365, 364, 362, 361, 359, 356, 354, 352, 351, 348, 346, 345, 341, 340, 338, 337, 335, 332, 331, 330, 329, 442 to 446, 448 to 451, 453, 457, 460 to 463, 466, 469, 472, 476, 478 to 482, 484, 485, 487, 489, 490, 491, 492, 493, 495, 496, 498, 497, 499, 500, 504 and 503 are amended in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September the 8th, 1944.

Departments of Lands and Forest,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7323-o

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES.—BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Méthot.....	Françoise-Louise...	18	Trois-Rivières...	Marie de l'Incarnation, Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 11 septembre 1944.—Trois-Rivières, September 11th, 1944.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,

JEAN-MARIE HOULE,

Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

7258-37-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Cimon.....	Pierre.....	20	Québec.....	Collège des Jésuites et Ste-Anne de la Pocatière.

Québec, le 19 septembre 1944.—Quebec, September 19th, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,

ÉDOUARD LALIBERTÉ,

Secretary of the Quebec Bar.

7321-38-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Balangero.	Lillian	20	Montréal.	Marguerite Bourgeoys Collège Marianopolis.
2.—Béique.	Madeleine	21	Westmount.	Collège Jésus-Marie, Montréal.
3.—Boulanger.	Roland	32	Montréal.	Collège Ste-Marie.
4.—Champeau.	Albert	24	Montréal.	Collège Ste-Marie.
5.—Colford.	John	23	Westmount.	Collège Loyola.
6.—Desrochers.	Laurent	19	Outremont.	Collège Stanislas.
7.—Gauthier.	Gaston	22	Montréal.	Collège André-Grasset.
8.—Gourd.	Liliane	20	Amos.	Collège Marguerite Bourgeoys.
9.—Hemens.	James	21	Montréal.	Collège Loyola.
10.—Lacroix.	Julien	18	Montréal.	Collège Stanislas.
11.—Lindsay.	Robert J.	20	Westmount.	Collège Loyola.
12.—Pasquin.	René	20	V. Lasalle.	Collège Jean-de-Brébeuf.
13.—Robert.	André	17	Outremont.	Collège Stanislas.
14.—Robert.	Jean	22	Montréal.	Institut Mongeau & St-Hilaire.
15.—Rouleau.	Gilles	22	Montréal.	Collège Jean-de-Brébeuf.
16.—Rouleau.	Guy	21	Ste-Rose.	Collège Ste-Marie.
17.—Saucier.	Pierre	18	Montréal.	Collège Stanislas.
18.—Trahan.	Gilles	17	Outremont.	Collège Stanislas.

Montréal, le 12 septembre 1944.—Montreal, September 12th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GEO. BRODERICK,
Secretary of the Bar of Montreal.

7264-37-2-o

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Roger Marchand, notaire, demeurant à St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, et pratiquant à Ste-Julie-de-Verehères, district judiciaire de Richelieu, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de monsieur Napoléon-P. Lapiere, en son vivant notaire, qui exerçait à Ste-Julie-de-Verehères, district judiciaire de Richelieu.

Québec, le 1er septembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7200-36-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Roger Marchand, notary, residing at St-Basile-le-Grand, county of Chambly, and practising at Ste-Julie-de-Verehères, judicial district of Richelieu, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Napoléon-P. Lapiere, in his lifetime notary, practising at Ste-Julie-de-Verehères, judicial district of Richelieu.

Quebec, September 1st, 1944:

JEAN BRUCHESI,
7200-36-5 Under Secretary of the Province.

Soumissions

Tenders

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE
DOLBEAU, COMTÉ DE ROBERVAL, P.Q.SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
DOLBEAU, COUNTY OF ROBERVAL, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues, par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le 9 octobre 1944, pour l'achat d'une émission d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Dolbeau au montant de \$280,000.00.

Object de l'émission: Construction d'une école pour garçons.

Ces obligations seront datées du 1er février 1945 et remboursables en série à compter du 1er février 1946 au 1er février 1965, selon tableau ci-dessous avec intérêt semi-annuel, le 1er février et le 1er août de chaque année. L'émission sera payable, capital et intérêts, à la Banque Canadienne Nationale Dolbeau, Montréal ou Québec.

Les soumissionnaires sont invités à offrir deux prix séparément pour cette émission, savoir:

Un prix pour obligations à 3% l'an pour les 10 premières années et 3½% pour les 10 dernières

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, October 9th, 1944, for the purchase of an issue of bonds of the School Commissioners for the School Municipality of the Town of Dolbeau, to the amount of \$280,000.00. Object: building of school for boys.

These bonds will be dated from February 1st, 1945, and redeemable serially, from 1st of February, 1946, to the 1st of February, 1965, according to the table shown below with interest payable semi-annually the first of February and August of each year. The issue will be payable, capital and interest, at the Banque Canadienne Nationale, Dolbeau, Montréal or Québec.

The tenders are requested to offer two separate prices for this issue, to wit:

One price for bonds at 3% per annum for the ten first years and 3½% per annum for the ten

années, et un autre prix pour obligations à 3½% pour toute l'émission.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'émission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Dolbeau qui sera tenue le 9 octobre 1944, à 7.30 P.M.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours, publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les Commissaires d'Écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

last years, and an other price for bonds at 3½% for the total of the issue.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this issue.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners of the School Municipality of the Town of Dolbeau, which shall be held on the 9th of October, 1944, at half past seven in the afternoon.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette*.

The School Commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT—AMORTIZATION TABLE

1er février—1st february 1946....	\$12,100.00
1er février—1st february 1947....	12,600.00
1er février—1st february 1948....	13,100.00
1er février—1st february 1949....	13,700.00
1er février—1st february 1950....	14,200.00
1er février—1st february 1951....	14,700.00
1er février—1st february 1952....	15,300.00
1er février—1st february 1953....	15,900.00
1er février—1st february 1954....	16,500.00
1er février—1st february 1955....	17,200.00

Dolbeau, le 18 septembre 1944.

Le secrétaire-trésorier,

D. LEFEBVRE.

7317-o

1er février—1st february 1956....	\$ 7,800.00
1er février—1st february 1957....	8,200.00
1er février—1st february 1958....	8,500.00
1er février—1st february 1959....	8,900.00
1er février—1st february 1960....	9,200.00
1er février—1st february 1961....	17,600.00
1er février—1st february 1962....	18,000.00
1er février—1st february 1963....	18,400.00
1er février—1st february 1964....	18,800.00
1er février—1st february 1965....	19,300.00

Dolbeau, September 18th, 1944.

D. LEFEBVRE,

Secretary-treasurer.

7317-o

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, N° 7856. Dame Marie-Anna Lebeau, épouse commune en biens de Désiré Boileau, ouvrier, domicilié à Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs Marie Lebeau, épouse séparée de biens de Ubald Lapointe, personnellement, et le dit Ubald Lapointe pour autoriser son épouse aux fins des présentes, des cité et district de Montréal et les dits Marie Lebeau et Ubald Lapointe, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de feu Dame Phébée Allard; et Rosaire Lebeau de la cité de Montréal; Émérentienne Lebeau, épouse commune en biens de Albert Coallier, de Hemmingford, district de Beauharnois, et le dit Albert Coallier personnellement et pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Camille Dugas, de la cité et du district de Montréal, personnellement et en sa qualité de tuteur aux quatre mineurs: Marguerite, Jacqueline, Marcel et Jacques Lebeau, défendeurs.

Avis de vente par licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Alfred Forest de la Cour Supérieure, siégeant à Joliette dans le district de Joliette, le 21ème jour de Juillet 1944 la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, savoir:

"un immeuble connu et désigné comme la juste moitié indivise d'un immeuble connu et désigné comme une partie du numéro deux cent cinquante deux (P 252) du cadastre de l'Épiphanie, bornée en front à la rue Notre-Dame en arrière à la

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 7856. Dame Marie-Anna Lebeau, wife common as to property of Désiré Boileau, labourer, domiciled in Montreal, personally and to authorize his wife to ester en justice, plaintiffs; vs Marie Lebeau, wife separated as to property of Ubald Lapointe, personally, and the said Ubald Lapointe to authorized his wife to ester en justice, in the city and district of Montreal, and the said Marie Lebeau and Ubald Lapointe, in their quality of testamentary executors of last Mrs. Phébée Allard; and Rosaire Lebeau in the city of Montreal, Emérentienne Lebeau, wife common as to property of Albert Coallier, of Hemmingford, district of Beauharnois, and the said Albert Coallier, personally and to authorize his wife to ester en justice; Camille Dugas, in the city and district of Montreal, personally and in his quality of tutor to the four minors: Marguerite, Jacqueline, Marcel and Jacques Lebeau, defendants.

Notice of sale by licitation

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Honourable Judge Alfred Forest, of the Superior Court, sitting in Joliette, district of Joliette, rendered on the 21st day of July 1944, the sale by licitation of the following immovable has been ordered:

"a certain lot of land known and designed as forming part of the lot number two hundred fifty two (P 252) on the official plan and book of reference of l'Épiphanie, bounded in front by Notre-Dame street, on the back and by the

ri vi è re, d'un côté à P. Lachapelle et de l'autre à Dame Vve Z. Forest avec maison sus-érigée et la moitié indivise appartenant à ladite Phébé Allard, étant la juste moitié ouest dudit immeuble, est évalué au rôle d'évaluation de la municipalité de l'Épiphanie village, pour l'année 1930 à la somme de (\$1,000.00) mille piastres".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1944, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, de Joliette, à Joliette, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au Greffe de la dite Cour Supérieure à Joliette, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge, à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt au montant de \$1,000.00 sera requis de tout offrant ou enchérisseur et devra être déposé avec son offre ou enchère au jour fixé pour la vente dudit immeuble.

Montréal, ce 7 septembre 1944.

Les Procureurs du demandeur,
7257-37-2-o MEUNIER & HÉTU.

river, on a sight to P. Lachapelle and on the other sight to Mrs. Vve Z. Forest with building thereon erected and the half undivided belonging to the said Phébé Allard, being the half west immovable, estimated on the list of evaluation of the Épiphanie village, for the year 1930 at the sum of (\$1,000.00) thousand dollars".

The above described immovable will be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER 1944, in the Court House, at Joliette, before the Superior Court, subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the said Superior Court and any opposition to annual, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication and railing the parties to file the said opposition within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of the sum of \$1,000.00 will be required from any party bidding to the said auction sale and said party will be required to accompany his tender or auction of the said deposit.

Montreal, September the 7th, 1944.

MEUNIER & HÉTU,
7257-37-2-o Attorneys for the plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

VILLE DE BOURLAMAQUE

Avis public est par les présentes donné, que la propriété ci-après décrite, située dans la Ville de Bourlamaque, sera vendue à l'enchère public au bureau du soussigné, 39 avenue Perrault, Bourlamaque, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, 1944, à DIX heures du matin, pour taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes et dépens ne soient payés avant la vente; cette propriété sujet aux conditions d'un bail emphyteutic:

WM. JENSEN—Lot N° 479, du cadastre officiel de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Donné, à la Ville de Bourlamaque, ce seizième jour de septembre, 1944.

Le secrétaire-trésorier,
7319-38-2-o A. R. RANDALL.

Canada, Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE DE MAGOG

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Alphonse Girard, secrétaire-trésorier de la Corporation de la Ville de Magog, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du soussigné, le LUNDI 30 OCTOBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

TOWN OF BOURLAMAQUE

Public notice is hereby given that the property hereinafter described, situated in the Town of Bourlamaque, will be sold at public auction at the office of the undersigned, 39 Perrault Ave., Bourlamaque, on WEDNESDAY, OCTOBER EIGHTEENTH 1944, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes with interests, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes and costs be paid before the sale; said property subject to the terms of an Emphyteutic lease:

WM. JENSEN—Lot No. 479, of the official cadastre of the Town of Bourlamaque, Abitibi County.

Given at the Town of Bourlamaque, this 16th day of September, 1944.

A. R. RANDALL,
7319-38-2-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF MAGOG

Public notice is hereby given by the undersigned Alphonse Girard, secretary-treasurer of the Corporation of the Town of Magog, that the properties hereinafter designated shall be sold by public auction in the office of the undersigned on MONDAY, OCTOBER 30th, 1944, at TEN o'clock A.M. in payment of the Municipal and School taxes and interest mentioned hereafter and the costs to be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before

frais n'aient été payés avant la vente au bureau de la Corporation de la ville de Magog, à Magog, Québec. the sale at the office of the Corporation of the Town of Magog at Magog, Que.

Nom du propriétaire Name of proprietor	N° du lot Cadastral No.	Taxes	Intérêt Interest	Total
Buzzell, Burnald	468	\$ 139 93	\$ 22 10	\$ 162 03
" "	469	20 35	2 59	22 94

Donné en la ville de Magog, ce 18ème jour de septembre 1944.

Given in the Town of Magog, this 18th day of September 1944.

Le secrétaire-trésorier,
7320-38-2-o A. GIRARD.

A. GIRARD,
Secretary-Treasurer. 7320-38-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, } MABEL DUR-
District de Beauharnois. } NIN, fille ma-
N° 8478. } jeure et usant de ses
droits, de la ville de Huntingdon, district de
Beauharnois, Demanderesse; vs LES HÉRI-
TIERS DE WILLIAM DURNIN, en son vivant
machiniste, de la ville de Détroit, état du Michi-
gan, l'un des États de l'Amérique, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs:
Un lot de terre sis et situé dans la ville de
Huntingdon, district de Beauharnois, connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
village de Huntingdon, sous le numéro cent
quarante-et-un-quatre (141-4) avec bâtisses
dessus construites.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'Église
paroissiale de la paroisse de St-Joseph de Hun-
tingdon, district de Beauharnois, le SAMEDI, le
VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1944,
à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce dix-neuvième jour
du mois de septembre 1944. 7325-38-2-o
[Première publication, 23 septembre 1944]

Le shérif,
P. H. REID.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.

Province of Quebec, } MABEL DUR-
District of Beauharnois. } NIN, spinster
No. 8478. } and in use of her
rights, of the town of Huntingdon, district of
Beauharnois, Plaintiff; vs THE HEIRS OF
WILLIAM DURNIN, in his lifetime machinist,
of the city of Detroit, in the State of Michigan,
one of the United States of America, Defendants.

Seized as belonging to the defendants:
A lot of land being and situate in the town of
Huntingdon, district of Beauharnois, known and
designated on the official plan and in the book of
reference for the village of Huntingdon, under
number one hundred and forty-one-four (141-4)
with buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church
door of the parish of St-Joseph de Huntingdon,
district of Beauharnois, on SATURDAY, the
TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER, 1944,
at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this nineteenth day of
the month of September, 1944. 7325-38-2
[First publication, September 23rd, 1944]

P. H. REID,
Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal
Montréal, à savoir: } M. J.-L.-L É O N C E
229217 } M. LÉOPOLD RO-
DIER ET AL, demandeurs es-qualité; vs HENRI
FOISY ET AL, défendeurs; et le Dr ANTOINE
LOIGNON, tant personnellement qu'en sa qua-
lité de tuteur à sa fille mineure Thérèse, aussi
défendeur.

Un emplacement faisant front sur la rue Notre-
Dame, en la cité de Montréal, contenant vingt-un
pieds de front par cent dix pieds de profondeur, le
tout mesure anglaise et étant la subdivision nu-
méro cinq du lot de terre portant le numéro douze
cent six, sur les plan et livre de renvoi officiels du
quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal,
avec les bâtisses dessus érigées.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal
Montreal, to wit: } M. J. L. L É O N C E
229217 } M. LÉOPOLD RO-
DIER ET AL, plaintiffs es-qualité; vs HENRI
FOISY ET AL, defendants; and Dr. ANTOINE
LOIGNON, both personally and in his quality of
tutor to his minor daughter Thérèse, also defen-
dant.

An emplacement fronting on Notre-Dame
street, in the city of Montreal, measuring twenty-
one feet in front by one hundred and ten feet in
depth, the whole English measure and being
subdivision number five of that lot of land bearing
number twelve hundred and six on the official
plan and in the book of reference for Sainte Anne
ward, of the city of Montreal—with the buildings
thereon erected.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$430 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Casgrain, daté le 13 septembre 1944.

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 20 septembre 1944. 7332-38-2-o
[Première publication, 23 septembre 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { PAUL-ÉDOUARD DES-
229482 { SANE, demandeur; vs
J.-A.-ARTHUR ARCHAMBAULT, es-qualité de
curateur à la succession vacante de dame Arménie
alias Herminie Lalonde, veuve de Clovis
Sauvé, défendeur.

“Un emplacement situé dans le village de St-Polycarpe, dans le comté Soulanges et ayant front sur la Montée Ste-Catherine dans le dit village de St-Polycarpe, et composé:

a) du lot trois cent quarante-et-un (341) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Polycarpe; et

b) de partie du lot trois cent sept (307) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Polycarpe; cette dite partie de lot ayant 16 pieds de largeur sur 90 pieds de profondeur, plus ou moins, et bornée d'un côté vers l'est par la rue Wilfrid, vers le nord par le lot 341 plus haut mentionné, vers l'ouest par le lot 342 et vers le sud par le résidu du lot 307 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Polycarpe, avec bâtisses construites, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Polycarpe, le VINGT-HUIT OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 20 septembre 1944. 7331-38-2-o
[Première publication, 23 septembre 1944]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal
Montréal, à savoir: { M. J.-L.-L É O N C E
229256 { M. LÉOPOLD RO-
DIER ET AL, demandeurs es-qualité; vs HENRI
FOISY ET AL, défendeurs; et le Dr ANTOINE
LOIGNON, tant personnellement qu'en sa qualité
de tuteur à sa fille mineure Thérèse, aussi défen-
deur.

“Un terrain situé en la Cité de Montréal, borné au Nord-Ouest par la rue Saint-Antoine, telle qu'elle se trouve actuellement élargie, au Sud-Ouest par la rue Lusignan, et au Sud-Est par une ruelle, lequel terrain se compose:

1re. De la subdivision numéro un de la subdivision numéro dix du lot de terre portant le numéro quatre cent soixante-cinq sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la Cité de Montréal (465-10-1);

2e. De la subdivision numéro un de la subdivision numéro neuf du lot de terre portant le numéro quatre cent soixante-cinq sur les plan et livre de renvoi officiels dudit Quartier St-Antoine, de la Cité de Montréal, (465-9-1) avec les bâtisses érigées sur le terrain sus-décrié.”

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-SIX OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$430 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Casgrain, dated September 13th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, September 20th, 1944. 7332-38-2
[First publication, September 23rd, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { PAUL ÉDOUARD DES-
229482 { SANE, plaintiff; vs J.
A. ARTHUR ARCHAMBAULT, in his quality
of curator to the vacant Estate of Arménie alias
Herminie Lalonde, widow of Clovis Sauvé,
defendant.

“An emplacement situate in the village of St-Polycarpe, in the county of Soulanges and fronting on “Montée Ste-Catherine” in the said village of St-Polycarpe, and composed of:

a) lot three hundred and forty-one (341) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Polycarpe; and

b) part of lot three hundred and seven (307) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Polycarpe; the said part of lot measuring 16 feet in width by 90 feet in depth, more or less, and bounded on one side, on the East by Wilfrid street, on the North by lot 341 hereinabove mentioned, on the West by lot 342 and on the South by the residue of lot 307 on the official plan and in the book of reference for the said parish of St-Polycarpe—with buildings erected—the whole forming one single exploitation.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Polycarpe, on the TWENTY-EIGHTH of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, September 20th, 1944. 7331-38-2
[First publication, September 23rd, 1944]

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal
Montreal, to wit: { M. J. L. L É O N C E
229256 { M. LÉOPOLD RO-
DIER ET AL, plaintiffs es-qualité; vs HENRI
FOISY ET AL, defendants; and Dr. ANTOINE
LOIGNON, both personally and in his quality of
tutor to his minor daughter Thérèse, also defend-
ant.

“A lot of land situate in the city of Montreal, bounded on the Northwest by Saint-Antoine street, such as presently widened, on the Southwest by Lusignan street, and on the Southeast by a lane, said lot of land being composed of:

1. Subdivision number one of subdivision number ten of that lot of land bearing number four hundred and sixty-five on the official plan and in the book of reference for Saint-Antoine ward, of the city of Montreal (465-10-1);

2. Subdivision number one of subdivision number nine of that lot of land bearing number four hundred and sixty-five on the official plan and in the book of reference for said Saint-Antoine ward, of the city of Montreal (465-9-1)—with the buildings erected on the above described lot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$350. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Casgrain, daté le 13 septembre 1944.

Bureau du Shérif,
Montréal, 20 septembre 1944.
[Première publication, 23 septembre 1944]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
7333-38-2-o
[First publication, September 23rd, 1944]

A deposit of \$350. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Casgrain, dated September 13th, 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office,
Montréal, September 20th, 1944.
[First publication, September 23rd, 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: { **LA CITÉ DE QUÉBEC;**
N° 3145/39 { **contre JAMES CON-**
NELLY, JOSEPH CONNELLY, JOHN CON-
NELLY, STEVEN CONNELLY, tous de notre
Cité de Québec, dans notre district de Québec,
à savoir:

La demie de la partie nord-est du lot N° 2351 (deux mille trois cent cinquante et un) du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement mesurant 15 pieds de front sur la rue Champlain, par la profondeur entre la rue Champlain et le Cap, bornée au nord-est par la Veuve Harding ou représentants, au sud-ouest par Mme John Gibbin ou représentants, au sud par la rue Champlain et au nord par le Cap, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, ce 5 septembre 1944.
[Première publication: 9 septembre 1944]
[Deuxième publication: 23 septembre 1944]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
7204-36-2-o

SAGUENAY

Cour Supérieure

Canada, { **EUGÈNE CARON; vs**
Province de Québec, { **LOUIS - PHILIPPE**
District de Saguenay, { **MALTAIS, savoir:**
N° 6424

Une terre située en la paroisse de Sacré-Cœur, comté de Saguenay, étant et composant le lot numéro vingt-cinq (25) dans le rang Est, chemin Albert, canton Albert, —sauf à distraire les emplacements de Albert Pineault et de Adélar Hovington, tels qu'ils se trouvent actuellement, — et le lot numéro six cent quarante-trois (643) dans le rang Est, chemin Albert, canton Tadoussac, tels qu'ils sont tous deux décrits au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour les dits cantons de Tadoussac et Albert, comté de Saguenay, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sacré-cœur, comté de Saguenay, MERCREDI, le VINGT-CINQ OCTOBRE 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
La Malbaie, le 19 septembre 1944.
[Première publication, 23 septembre 1944]

Le shérif,
ELZÉAR VILLENEUVE.
7326-38-2-o

ROUYN-NORANDA

Cour Supérieure

Province de Québec, { **A R M A N D**
District de Rouyn-Noranda, { **MAILLET,**
N° 1207 { **épicier, de Rouyn,**
demandeur; vs **DANIEL GÉLINAS, colon, de**
Beaudry, P.Q., défendeur.

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: { **THE CITY OF QUÉBEC;**
No. 3145/39 { **against JAMES CON-**
NELLY, JOSEPH CONNELLY, JOHN CON-
NELLY, STEVEN CONNELLY, all of our
City of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

The half of the North East Part of lot No. 2351 (two thousand three hundred and fifty-one) of the official cadastre of Champlain ward, of the City of Quebec, being an emplacement measuring 15 feet in front on Champlain street, by the depth between Champlain street and the Cape, bounded on North East by the Widow Harding or representatives, on the South West by Mrs. John Gibbin or representatives, on the South by Champlain street and on the North by Cape, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, September 5th, 1944.
[First publication: September 9th, 1944]
[Second publication: September 23rd, 1944]

L. LAPIERRE,
Sheriff.

SAGUENAY

Superior Court

Canada, { **EUGÈNE CARON; vs**
Province of Québec, { **LOUIS - PHILIPPE**
District of Saguenay, { **MALTAIS, to wit:**
No. 6424

A farm situate in the parish of Sacré-Cœur, county of Saguenay, being and composed of lot number twenty-five (25) in Range East, Albert Road (est chemin Albert) Township of Albert—save to be deducted, the emplacements of Albert Pineault and Adélar Hovington, as the same presently subsist—and lot number six hundred and forty-three (643) in Range East, Albert Road (est chemin Albert) Township of Tadoussac, as these two are described on the official cadastral plan and in the book of reference for the said townships of Tadoussac and Albert, county of Saguenay—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur, county of Saguenay, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH of OCTOBER, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
La Malbaie, September 19th, 1944.
[First publication, September 23rd, 1944]

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

ROUYN-NORANDA

Superior Court

Province of Québec, { **A R M A N D**
District of Rouyn-Noranda, { **MAILLET,**
No. 1207 { **grocer, of Rouyn,**
Plaintiff; vs **DANIEL GÉLINAS, settler, of**
Beaudry, Que., defendant.

Comme appartenant au défendeur:
 "les droits sur la partie du lot N° 53 situé à l'est de la route du Rang VIII du canton Montbeillard, comprenant 92 acres plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Clément de Montbeillard, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 Bureau du Shérif, J.-H. BELLEHUMEUR.
 Rouyn, le 19 septembre 1944. 7329-38-2-o
 [Première publication, 23 septembre 1944]

As belonging to the defendant:
 "the rights on part of lot No. 53 situated on the east of road on Range VIII, Montbeillard Township, containing 92 acres more or less, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the church door of St-Clément de Montbeillard, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. BELLEHUMEUR,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Rouyn, September 19th, 1944. 7329-38-2-o
 [First publication, September 23rd, 1944]

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, à l'effet de modifier le décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, de la façon suivante:

On demande:

1° Qu'à l'article I (définitions) soient ajoutés les paragraphes suivants:

"g.—Les mots "charpentier-menuisier" désignent et comprennent tout ouvrier qui fait l'assemblage des pièces de bois, planche murale en composition et toute latte en composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudron, tout papier en composition, les portes, châssis et fenêtres, divisions en acier et de bandes métalliques ou de caoutchouc pour calfeutrage de portes et châssis, les paravents, (bois et métal), fait le posage de planchers et exécute tous les autres travaux en bois et autres travaux connexes, sur un chantier de construction, fait le sablage des planchers et le vitrage.

Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier (truseon) avec ou sans lattes métalliques, ces derniers pourront être posés indifféremment par des charpentiers-menuisiers ou des monteurs de charpente métallique.

h.—Le mot "plâtrier" désigne et comprend tout ouvrier qui exécute des travaux d'enduit de plâtre, tel que le posage de la celanite, le finissage du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le ciment blanc, qui prépare la moulure, c'est-à-dire, pose les règles pour faire le poussage de la moulure et exécute tous autres travaux connexes.

i.—Les mots "briqueteur et maçon" désignent et comprennent tout ouvrier qui pose la brique, le terracotta, la pierre artificielle ou naturelle, le granit, le bloc de gypse, qui tire les joints et exécute tous autres travaux connexes.

j.—Les mots "mécanicien de machines fixes" désignent et comprennent les mécaniciens et les chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci,

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the building trades of the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville has presented to him a petition to modify decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of St-Hyacinthe, Bagot, and Rouville, in the following manner:

It is requested:

1. That the following subsections be added to section I (definitions):

"g.—The words "carpenter-joiner" mean and include any worker assembling wood, composition wall boards and composition laths, doing carpentry work, repairing wooden articles, laying paper shingle, asbestos shingle, tarred paper, any composition paper, erecting doors, window-frames, windows, steel partitions, laying metal or rubber strips for the listing of doors and windows, putting up draught-screens, (wood and metal), laying floors and performing all other wood works and any similar work, in a construction field, sand-polishing floors and glazing.

When wooden small joists are replaced by steel (truseon) small joists with or without metallic laths, the latter may be put up either by carpenter-joiners or by metallic framework erectors.

h.—The word "plasterer" means and includes any worker who performs plaster coating work, such as the laying of celanite, finishing work on rockwall, on cement, mortar, stucco, plaster mouldings, the setting and casting of ornaments, mixes whitewash with white cement, prepares mouldings, that is to say, sets the rulers for the pushing of the moulding and performs any other related work.

i.—The words "bricklayer and mason" mean and include any worker who lays bricks, terracotta, artificial or natural stone, granite, gypsum blocks, who does joint pointing and performs all other related work.

j.—The words "stationary engineman" mean and include the enginemen and firemen in charge of the supervision or operation of a power plant, as described in subsection 5 of section 2 of the Act

au sens du paragraphe 5, article 2, de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes (chapitre 178, S.R.Q. 1941, et 6 Geo. VI, chapitre 52).

k.—Les mots "journalier ou manœuvre" désignent et comprennent tout ouvrier qui exécute un travail ne requérant aucune qualification spéciale.

l.—Les mots "peintre, vitrier, tapissier" désignent et comprennent tout ouvrier qui exécute au pinceau, par vaporisation (air brush) ou de toute autre manière, des travaux de peinture, de teinture, de vernis, de texture murale ou autres produits connexes servant à protéger toutes surfaces de bois, plâtre, ciment, métal, composition, etc.

Ils désignent aussi ceux qui exécutent des travaux de posage de papier tenture, de vitrage au mastic ou à la baguette, ceux qui font des décorations proprement dites au moyen de peinture, imitation de bois, de marbre, dorure, pochoirs, etc., ceux qui font le sablage des planchers à la machine, ceux qui tirent les joints au plastic, et qui exécutent, au besoin, tous autres travaux connexes.

m.—Les mots "poseur de terrazzo" désignent et comprennent tout ouvrier qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange, procède ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo et exécute tous autres travaux connexes.

n.—Les mots "poseur de tuile" désignent et comprennent tout ouvrier qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, les pose et exécute tous autres travaux connexes.

o.—Les mots "poseur de marbre" désignent et comprennent tout ouvrier qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose, et qui exécute tous autres travaux connexes.

p.—Les mots "finisseur de ciment" désignent et comprennent tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtes et revêtements ou ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tous autres travaux connexes. Le travail sur murs, faisant suite au travail de parquets, se limite, pour les finisseurs de ciment, à la hauteur de la plinthe.

q.—Les mots "ferblantier-couvreur" désignent et comprennent tout ouvrier qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en cuivre, en tôle, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, qui fabrique toutes sortes d'objets en fer-blanc, en tôle ou en cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc., qui fait le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille et exécute tous autres travaux connexes.

r.—Les mots "plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie" désignent et comprennent tout ouvrier qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer; poser des tuyaux à vapeur, à eau, à gaz ou à air; qui peut installer et faire les travaux d'entretien des brûleurs automatiques (stokers), brûleurs à l'huile et des pompes à gazoline et exécuter tous autres travaux connexes. Ces ouvriers, en ce qui concerne leur licence, sont régis par la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie.

s.—Le mot "électricien" désigne et comprend tout ouvrier qui fait les installations pour fins d'éclairage, de chauffage électrique et de force motrice électrique, les installations de paratonnerre, y compris dans tous les cas, les fils, les câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation

relating to stationary enginemen (chapter 178, R.S.Q. 1941, and 6 Geo. VI, chapter 52).

k.—The words "journeyman or unskilled labourer" mean and include any worker who performs work that does not require any special qualification.

l.—The words "painter, glazier, paper-hanger" mean and include any worker who performs, with paint brush or air brush or in any other manner, painting, dyeing, varnishing, mural texture operations, or operations with other related products which serve to protect all surfaces of wood, plaster, cement, metal, composition, etc.

They also mean those who perform works of paper-hanging, putty or rod glazing, those who perform decorating work proper with paint, imitation of wood, or marble, gilding, stencilling, etc., those who sand floors by machine, those who do joint pointing with plastic, and who perform, when required, all other related work.

m.—The words "terrazzo layer" mean and include any worker who levels surfaces to be covered with terrazzo, measures, divides such surfaces and draws the lines thereon, prepares the samples and the mixture, performs or supervises the rolling and the polishing of the terrazzo and carries out all other work related thereto.

n.—The words "tile setter" mean and include any worker who measures surfaces to be covered with tiles, who sets tiles and carries out all other work related thereto.

o.—The words "marble setter" mean and include any worker who measures surfaces to be covered with marble, cuts and lays same and carries out all other work related thereto.

p.—The words "cement finisher" mean and include any worker who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and replaces the sides and coverings or cement, makes cement sidewalks and pavings, repairs foundations and carries out all other related work. For cement finishers, work on walls, which is a continuation of the floor work, is limited to the height of the plinth.

q.—The words "tinsmith-roofer" mean and include any worker who performs tile, slate, copper, sheet-iron, gravel, asphalt or tarred paper roofing operations, who makes all kinds of articles with tinned iron-sheet, tinplate, sheet-iron or copper, such as cornices, ornaments, ventilators, roof-gutters, spouts, etc., who traces, cuts, and lays any sheet-metal, and performs all other related operations.

r.—The words "plumber, heating apparatus installer, pipe mechanic" mean and include any worker who can, under direction, install and repair sanitary equipment; who can lay steam, water, gas or air pipes; who can install and keep in good repair automatic burners (stokers), oil burners, and gasoline pumps, and who can carry out all other work connected thereto. Such workers, as for their license, are governed by the Pipe-Mechanics' Act.

s.—The word "electrician" means and includes any worker who installs electrical apparatus for electric lighting, electric heating and electric power, installs lightning rods, including in all cases, the wires, cables, conduits, accessories, electrical appliances and apparatus forming part of the installation itself, being attached

elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice public, et qui exécute tous autres travaux connexes.

NOTE:—Le présent décret régit les opérations des couvreurs d'amiante (système de chauffage et tuyauterie), des mécaniciens de souffleurs, des mécaniciens de brûleurs à l'huile et des mécaniciens en réfrigération; tous les mécaniciens en tuyauterie, les électriciens, les ferblantiers et les menuisiers qui participent à ces opérations seront payés suivant le salaire établi pour leur catégorie dans le présent décret, et ce, pour les fins d'installation et de service.

2° Qu'à l'article II, le paragraphe "Disposition Spéciale" soit radié.

3° Qu'à l'article IV, les taux de salaires minima soient changés pour les suivants:

thereto or used for connecting the installation with the public or the municipal service system supplying it, which connecting point shall be on the wall of the building or construction nearest to the public service line, and who carries out all other operations related thereto.

NOTE:—The present decree governs the operations of asbestos coverers (heating system and piping), blower mechanics, oil burner mechanics, and refrigeration mechanics; all pipe-mechanics, electricians, tinsmiths and joiners who take part in these operations shall be paid according to the wage rate established for their category in the present decree, both for the purposes of installation and of service.

2. That, under section II, the subsection entitled "Special Provision" be stricken off.

3. That, under section IV, the minimum rates of wages be replaced by the following:

Métiers	salaires horaires		Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II		Zone I	Zone II
Briqueurs, plâtriers et maçons.	\$ 0.85	\$ 0.70	Bricklayers, plasterers and masons	\$0.85	\$ 0.70
Taillieurs de pierre (sur chantier).	0.85	0.70	Stone cutters (on fields)	0.85	0.70
Charpentiers-menuisiers.	0.70	0.55	Carpenters-joiners.	0.70	0.55
Limeurs de scies.	0.70	0.55	Saw filers.	0.70	0.55
Peintres, tapissiers et vitriers.	0.65	0.55	Painters, paper hangers and glaziers.	0.65	0.55
Blanchisseurs à la chaux.	0.50	0.40	Whitewashers.	0.50	0.40
Lettreurs pour fins commerciales.	0.75	0.65	Commercial letterers.	0.75	0.65
Sableurs de planchers.	0.60	0.50	Floorsanders.	0.60	0.50
Électriciens.	0.65	0.55	Electricians.	0.65	0.55
Hommes préposés à la construction et à l'entretien des lignes électriques et téléphoniques:			Construction, maintenance and repair men on electrical and phone lines:		
au mois.	110.00	110.00	By the month.	110.00	110.00
À l'heure.	0.65	0.60	By the hour.	0.65	0.60
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage.	0.65	0.55	Plumbers and steamfitters.	0.65	0.55
Ferblantiers couvreurs.	0.60	0.50	Tinsmith-roofers.	0.60	0.50
Poseurs de blocs de ciment ou de gypse.	0.85	0.65	Cement or gypsum block layers.	0.85	0.65
Poseurs de pierre artificielle.	0.85	0.65	Artificial stone layers.	0.85	0.65
Finisseurs de ciment.	0.65	0.55	Cement finishers.	0.65	0.55
Latteurs (bois ou métal).	0.60	0.50	Lathers (wood and metal).	0.60	0.50
Journaliers (ouvrier non-qualifié).	0.50	0.40	Labourers (unqualified workmen).	0.50	0.40
Porteurs d'oiseau.	0.55	0.45	Hod carriers.	0.55	0.45
Porteurs de brique, mortier, terracotta et blocs.	0.55	0.45	Brick, mortar, terra-cotta and stone blocks carriers.	0.55	0.45
Opérateurs de malaxeurs.	0.55	0.45	Mixer operators.	0.55	0.45
Opérateurs de pelles à vapeur, à gazoline ou à l'électricité.	0.70	0.60	Steam, gasoline or electric shovel operators.	0.70	0.60
Calfats et tireurs de joints.	0.80	0.70	Caulkers and joint pointers.	0.80	0.70
Poseurs de marbre.	0.80	0.70	Marble setters.	0.80	0.70
Brasseurs de mortier ou de celanite.	0.55	0.45	Mortar or celanite mixers.	0.55	0.45
Foreurs.	0.55	0.45	Drillers.	0.55	0.45
Mécaniciens (millwrights).	0.50	0.50	Millwrights.	0.50	0.50
Poseurs de terrazo et tuile.	0.80	0.70	Tile and terrazzo layers.	0.80	0.70
Opérateurs de compresseurs.	0.55	0.45	Compressor operators.	0.55	0.45
Démolisseurs (toutes catégories).	0.50	0.40	Demolishers (all categories).	0.50	0.40
Chauffeurs de camions automobiles.	0.55	0.45	Truck drivers.	0.55	0.45
Conducteurs de chevaux.	0.50	0.40	Horse drivers.	0.50	0.40
Chauffeurs (construction).	0.55	0.45	Chauffeurs (construction).	0.55	0.45
Mécaniciens de machines fixes ou portatives.	0.60	0.50	Stationary and portable engine-men.	0.60	0.50
Poseurs de paravents (bois ou métal) chassis, fenêtres, divisions en acier.	0.65	0.50	Erectors of screens (wood or metal), sashes, windows, steel partitions.	0.65	0.50
Poseurs de "Weatherstrips".	0.65	0.50	Weatherstrippers.	0.65	0.50
Forgerons (construction).	0.60	0.50	Blacksmiths (construction).	0.60	0.50
Opérateurs de grues.	0.65	0.55	Crane operators.	0.65	0.55

Métiers	salaires horaires		Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II		Zone I	Zone II
Poseurs de gicleurs.....	0.92½	0.92½	Sprinklers fitters.....	0.92½	0.92½
Gardiens à la semaine, (12 heures par jour).....	0.35	0.35	Watchmen (by the week: 12 hours per day).....	0.35	0.35
Vérificateurs du matériel et pointeurs, (à la semaine).....	19.00	19.00	Material checkers and time keepers (by the week).....	19.00	19.00
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage: compagnons juniors.....	0.50	0.40	Plumbers and installers of heating apparatus: junior journeymen.....	0.50	0.40

NOTE:—Pour les municipalités de Saint-Hilaire, Saint-Hilaire Est et Parc Otterburn, les taux de salaire minima, pour chacun des métiers ci-haut mentionnés, seront de cinq cents (\$0.05) de moins de l'heure que ceux de la Zone I.

4° Que les paragraphes "b" et "e" de l'article IV soient remplacés par les suivants:

"b.—Le creusage des caves ne peut être exécuté à forfait (job) par les salariés; ceux-ci doivent recevoir les taux horaires suivants: \$0.50 dans la Zone I et \$0.40 dans la Zone II. Toutefois, il sera loisible à un ouvrier possédant une carte d'entrepreneur "creuseur de caves", du Comité Paritaire des Métiers de la Construction, d'entreprendre ce genre de travail, à forfait."

"e.—L'entrepreneur devra fournir les pinceaux pour l'exécution des travaux de peinture sur des surfaces brutes, tel que: brique, pierre, ciment, ciment roulé, plâtre roulé et autres surfaces similaires, de même que pour les travaux exécutés en Wallpamur et Durolave."

5° Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article V:

"Cependant, il sera permis à tout apprenti de terminer son apprentissage même s'il a dépassé l'âge de trente (30) ans, pourvu que cet apprentissage ait été commencé avant sa trentième année."

6° Que les taux de salaires des apprentis, à l'article VII, soient remplacés par les suivants:

	Zone I	Zone II
"1ère année.....	\$ 0.25	\$ 0.25
2ème année.....	0.30	0.30
3ème année.....	0.40	0.35
4ème année.....	0.45	0.40"

7° Que l'article X soit remplacé par le suivant:

"X.—*Durée du travail*:—a.—La durée hebdomadaire du travail sera de quarante-huit (48) heures, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 1253 du 14 juin 1933 et amendements, pris en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (S.R.Q. 1941, chapitre 165), établissant la semaine de quarante-huit (48) heures.

b.—La durée du travail sera de neuf (9) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi; de huit (8) heures le vendredi, de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et de quatre (4) heures le samedi, de 8.00 a.m. à midi; le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

c.—Toutefois, les salariés qui n'auront pas fait quarante-huit (48) heures durant la semaine, pourront travailler le samedi après-midi, jusqu'à 6.00 p.m.

d.—*Travail supplémentaire*:—Tout travail supplémentaire exécuté en sus de la semaine normale de quarante-huit (48) heures, sera rémunéré à raison de temps et demi.

e.—*Jours chômés*:—Il n'y aura pas de travail les dimanches et les jours de fêtes religieuses, le

NOTE:—For the municipalities of Saint-Hilaire, Saint-Hilaire Est, and Parc Otterburn, the minimum wage rates, for each one of the trades mentioned hereinabove, shall be five cents (\$0.05) per hour lower than those of Zone I."

4. That subsections "b" and "e" of section IX be replaced by the following:

"b.—No cellar digging shall be done by the job by wage-earners; the latter shall receive the following hourly wages: \$0.50 in Zone I and \$0.40 in Zone II. However, a worker, to whom the Parity Committee of the Building Trades has issued a contractor's card for cellar digging, may contract for this kind of work by the job."

"e.—The contractor shall supply the brushes used to paint rough surfaces, such as: brick, stone, cement, rolled cement, rolled plaster and other similar surfaces, as well as for work done with Wallpamur and Durolave."

5. That the following subsection be added to section V:

"However, any apprentice is allowed to complete his apprenticeship, even if he is over thirty (30) years of age, provided that such apprenticeship was begun before his thirtieth year."

6. That the wage rates for apprentices under section VII, be replaced by the following:

	Zone I	Zone II
"1st year.....	\$ 0.25	\$ 0.25
2nd year.....	0.30	0.30
3rd year.....	0.40	0.35
4th year.....	0.45	0.40"

7. That section X be replaced by the following:

"X.—*Duration of work*:—a.—The weekly duration of labour shall consist of forty-eight (48) hours, pursuant to the provisions of Order-in-Council No. 1253 of June 14th, 1933 and amendments, enacted under the Law Respecting the Limiting of Working Hours (R.S.Q. 1941, chapter 165), establishing the forty-eight (48) hour week.

b.—The duration of work shall be of nine (9) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday; it shall be of eight (8) hours on Friday, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., and of four (4) hours on Saturday, between 8.00 a.m. and noon; the whole should have a maximum duration of forty-eight (48) hours per week.

c.—However, workers who have not worked forty-eight (48) hours during the week, may work on Saturday afternoon until 6.00 p.m.

d.—*Overtime*:—All overtime work done over and above the standard forty-eight hour week, shall be paid for at the rate of time and a half.

e.—*Observed Holidays*:—No work shall be done on Sundays and religious feast-days, St-John the

jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail; cependant dans les cas de grave nécessité, il sera permis de travailler, mais tout travail exécuté ces jours-là sera rémunéré à raison de temps et demi du salaire régulier."

8° Que le paragraphe "a" de l'article XI soit remplacé par le suivant:

"a.—Sur un chantier de construction, quand l'entrepreneur travaille seul ou avec ses hommes, il sera tenu de ne travailler que pendant les heures réglementaires telles que spécifiées au paragraphe "b" de l'article X."

9° Que l'article XII soit remplacé par le suivant:

"XII.—Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés ou salariés, sur une base de travail à la pièce, à forfait ou pour un prix fixe, est de nul effet et défendu, à l'exception des contrats pour lattage en bois, pour lequel dit travail il devra être payé un taux minimum de quatre dollars (\$4.00) le mille."

10° Que l'article XIII soit remplacé par le suivant:

"XIII.—*Construction de routes*.—Vu que la construction des routes a un caractère saisonnier à cause de la température et qu'elle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai au mois de septembre inclusivement, les équipes d'ouvriers y travaillant, sont employés sur une base maximum hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures, sans limitation quotidienne de la durée de travail."

11° Que l'article XIV soit remplacé par le suivant:

"XIV.—*Gîte et couvert*.—Conformément au paragraphe 4, de l'article 34, de l'arrêté fédéral numéro 5963, la valeur des repas ou du logement, ou des deux fournis par un employeur à un salarié, doit s'établir d'après l'échelle suivante:

	Par semaine
Repas et chambre.....	\$6.00
Repas seulement.....	4.50
Chambre seulement.....	1.50
Repas isolé, chacun.....	0.25"

12° Que l'article XVI soit modifié comme suit:

"XVI.—La période de temps du transport en dehors du lieu de la résidence de l'employé, en autant que les employés auront fait leurs neuf (9) heures d'ouvrage par jour, ne sera pas payée par l'employeur; dans la négative, la période de temps du transport devra compter et être payée au taux des heures de travail."

13° Que le paragraphe "a" de l'article XVII soit modifié comme suit:

"a.—*Zone I*.—Le salaire des hommes de métier ne sera pas inférieur à \$22.00 par semaine; celui des ouvriers non-qualifiés (journaliers) à \$19.00 par semaine.

Zone II.—Le salaire des hommes de métier ne sera pas inférieur à \$19.00 par semaine; celui des ouvriers non-qualifiés (journaliers) à \$16.00 par semaine."

14° Que le paragraphe "c" de l'article XVII soit radié.

15° Que l'article XVIII soit radié.

16° Que l'article XX soit modifié comme suit:

"XX.—*Durée du décret*.—Le présent décret deviendra en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1945; il se renouvellera automatiquement d'année en année, par

Baptist day and Labour Day; however, in cases of serious necessity, it is permitted to work on these days, and the work thus carried out shall be paid for at the rate of time and a half."

8. That subsection "a" of section XI be replaced by the following:

"a.—When a contractor works on a construction field, either above or with his men, he is obliged to work during the regular working hours only, as specified in subsection "b", section X".

9. That section XII be replaced by the following:

"XII.—Any contract entered into between an employer and one or several employees or wage-earners, on a piece-work, job, or lump sum basis, is null and forbidden, excepting contracts for wooden lathing, for which said work a minimum rate of four dollars (\$4.00) per thousand shall be paid."

16. That section XIII be replaced by the following:

"XIII.—*Road construction*.—Whereas the construction of roads is seasonal in character due to untowards weather conditions, and can only be executed with safety from the months of May until September inclusively, all crews of workmen so engaged shall be employed on a maximum weekly basis of 55 hours, without daily limitation."

11. That section XIV be replaced by the following:

"XIV.—*Board and lodging*.—In pursuance of subsection 4 of section 34, of federal order-in-council number 5963, the price of meals or of lodging, or of both, when same are supplied by an employer to wage earner, shall be established according to the following schedule:

	Per week
Room and board.....	\$ 6.00
Meals only.....	4.50
Room only.....	1.50
Per occasional meal.....	Q. 25"

12. That section XVI be amended as follows:

"XVI.—The period of time for travelling outside the place of residence of the employee, insofar as the employees have worked their 9-hour working day, shall not be paid by the employer; otherwise, the period of time for travelling shall be calculated and be paid for at the working hour rate.

13.—That subsection "a" of section XVII be amended as follows:

"a.—*Zone I*.—The wages of tradesmen shall not be less than \$22.00 per week; those of non-qualified workmen (labourers) not less than \$19.00 per week.

Zone II.—The wages of tradesmen shall not be less than \$19.00 per week; those of non-qualified workmen (labourers) not less than \$16.00 per week."

14. That subsection "c" of section XVII be stricken off.

15. That section XVIII be stricken off.

16. That section XX be amended as follows:

"XX.—*Duration of the decree*.—The present decree shall become effective on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until April 30th, 1945; it shall then be renewed automatically from year to year,

la suite, à moins qu'une partie contractante notifie l'autre partie, de son intention de la modifier ou de l'abroger, au moins soixante (60) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1944. 7334-o

thereafter, unless one contracting party notify the other party of its intention to modify or repeal same, at least sixty (60) days prior to its original expiration or prior to the expiration of any subsequent year."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1944. 7334-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 38

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Bourgeois vs Lalonde..... 2061

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2041

AVIS DIVERS:

Les Employés des Services du Gaz et de
l'Électricité de Sherbrooke Inc. (For-
mation)..... 2061
Joliette, cité (Modifiant sa charte)..... 2062
The Kenogami Athletic and Playgrounds
Association (Directeurs)..... 2062
The Kenogami Athletic and Playgrounds
Association (Règlements)..... 2062

CHARTRE—ABANDON DE:

Brookside Dairy Inc. 2062

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Young Israel of Montreal 2062

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Saint-Jacques-le-Majeur de Wolfestown,
paroisse..... 2063

AGRICULTURE:

Société Coopérative Avicole de la Gas-
pésie..... 2063

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 3-44—Trois-Rivières... 2058
Ordonnance N° 4-44—Sherbrooke..... 2056
Ordonnance N° 6-44—Shawinigan..... 2059
Ordonnance N° 12-44—Grand'Mère... 2060

COLONISATION:

Fermeture d'un chemin dans le canton
Blandford..... 2064

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Clermont, munic. scolaire..... 2064
Rivière Richelieu, munic. scolaire..... 2064

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Bourgeois vs Lalonde..... 2061

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2041

MISCELLANEOUS NOTICES:

Les Employés des Services du Gaz et de
l'Électricité de Sherbrooke Inc. (For-
mation)..... 2061
Joliette, city (Amending its charter).... 2062
The Kenogami Athletic and Playgrounds
Association (Directors)..... 2062
The Kenogami Athletic and Playgrounds
Association (By-laws)..... 2062

CHARTER—SURRENDER OF:

Brookside Dairy Inc. 2062

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Young Israel of Montreal 2062

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Saint-Jacques-le-Majeur de Wolfestown,
parish..... 2063

AGRICULTURE:

Société Coopérative Avicole de la Gas-
pésie..... 2063

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 3-44—Trois-Rivières..... 2058
Order No. 4-44—Sherbrooke..... 2056
Order No. 6-44—Shawinigan..... 2059
Order No. 12-44—Grand'Mère..... 2060

COLONIZATION:

Closing of a road in the township of
Blandford..... 2064

EDUCATION:

Clermont, school munic..... 2064
Rivière Richelieu, school munic..... 2064

TERRES ET FORÊTS:

Sainte-Thérèse-de-Blainville, village.....	2065
St-Pierre-les-Becquets, paroisse.....	2065

LANDS AND FORESTS:

Sainte-Thérèse-de-Blainville, village.....	2065
St-Pierre-les-Becquets, parish.....	2065

TRAVAIL:

Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Modification).....	2072
---	------

LABOUR:

Parity committee of the building trades of the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville (Modification).....	2072
---	------

EXAMENS DU BARREAU:

Montréal: étude du droit.....	2066
Québec: étude du droit.....	2065
Trois-Rivières: étude du droit.....	2065

BAR EXAMINATIONS:

Montreal: study of law.....	2066
Quebec: study of law.....	2065
Trois-Rivières: study of law.....	2065

LETTRES PATENTES:

Allan Borin Inc.....	2042
Alman Sportswear Company Limited.....	2043
Banner Sportswear Inc.....	2043
Business Educations Limited.....	2043
C. M. Wilkinson Limited.....	2044
East Dalquier Gold Mines Limited.....	2044
E. T. Corset & Lingerie Cie Ltée—E. T. Corset & Lingerie Co. Ltd.....	2045
Irreversible Fluid Meters Company Limited.....	2045
Jane Junior Hollywood Inc.....	2046
Joyce Children's Wear Mfg. Co. Ltd.....	2046
La Buanderie du Saguenay, Inc.—Saguenay Laundry, Inc.....	2047
Lady Fashion Inc.....	2047
Lasalle Quarry Limited.....	2047
L. Berger Limitée—(L. Berger Limited).....	2048
Le Mont Thabor.....	2048
Linguaphone Inc.....	2049
Louis Jobin Ltée.....	2049
Margie Don Incorporated.....	2050
National Children's Wear Inc.....	2050
Northmount Sales Ltd.....	2050
Progress Swiss Embroidery Inc.....	2051
Raymond, Thompson & Co. Ltd.....	2051
Rex Pants Limited.....	2052
Ridgewood Housing & Development Company.....	2052
T. Gignac Ltée.....	2053
The Physical Stratosphere Suit Co. Ltd.....	2053
Thomaque Gold Mines Limited.....	2054
Tool and Accessories Company Limited.....	2054
United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd.....	2055
Whitewear Mfg. Co. Ltd.....	2055
Young Folks, Inc.....	2055

LETTERS PATENT:

Allan Borin Inc.....	2042
Alman Sportswear Company Limited.....	2043
Banner Sportswear Inc.....	2043
Business Educations Limited.....	2043
C. M. Wilkinson Limited.....	2044
East Dalquier Gold Mines Limited.....	2044
E. T. Corset & Lingerie Co. Ltd—E. T. Corset & Lingerie Cie Ltée.....	2045
Irreversible Fluid Meters Company Limited.....	2045
Jane Junior Hollywood Inc.....	2046
Joyce Children's Wear Mfg. Co. Ltd.....	2046
Saguenay Laundry, Inc.—La Buanderie du Saguenay, Inc.....	2047
Lady Fashion Inc.....	2047
Lasalle Quarry Limited.....	2047
(L. Berger Limited)—L. Berger Limitée.....	2048
Le Mont Thabor.....	2048
Linguaphone Inc.....	2049
Louis Jobin Ltée.....	2049
Margie Don Incorporated.....	2050
National Children's Wear Inc.....	2050
Northmount Sales Ltd.....	2050
Progress Swiss Embroidery Inc.....	2051
Raymond, Thompson & Co. Ltd.....	2051
Rex Pants Limited.....	2052
Ridgewood Housing & Development Company.....	2052
T. Gignac Ltée.....	2053
The Physical Stratosphere Suit Co. Ltd.....	2053
Thomaque Gold Mines Limited.....	2054
Tool and Accessories Company Limited.....	2054
United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd.....	2055
Whitewear Mfg. Co. Ltd.....	2055
Young Folks, Inc.....	2055

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Centre d'Orientation (placement familial).....	2056
Chateau Inn Limitée.....	2056

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Centre d'Orientation (placement familial).....	2056
Chateau Inn Limitée.....	2056

MINUTES DE NOTAIRES:

Marchand, Roger.....	2066
----------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Marchand, Roger.....	2066
----------------------	------

SOUMISSIONS:

Munic. scolaire de la ville de Dolbeau.....	2066
---	------

TENDERS:

School Munic. of the town of Dolbeau.....	2066
---	------

VENTE PAR LICITATION:

Lebeau <i>et vir</i> vs Lebeau <i>et al.</i>	2067
--	------

SALE BY LICITATION:

Lebeau <i>et vir</i> vs Lebeau <i>et al.</i>	2067
--	------

VENTES POUR TAXES:

Bourlamaque, ville.....	2068
Magog, ville.....	2068

SALE FOR TAXES:

Bourlamaque, town.....	2068
Magog, town.....	2068

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Beauharnois:

Durnin vs Héritiers W. Durnin 2069

Montréal:

Dessane vs Archambault 2070

Rodier *et al* vs Foisy *et al* 2070

Rodier *et al* vs Foisy *et al* 2069

Québec:

Cité de Québec vs Connelly *et al* 2071

Rouyn-Noranda:

Maillet vs Gélinas 2071

Saguenay:

Caron vs Maltais 2071

7335-o

SHERIFFS' SALES:

Beauharnois:

Durnin vs Heirs of W. Durnin 2069

Montreal:

Dessane vs Archambault 2070

Rodier *et al* vs Foisy *et al* 2070

Rodier *et al* vs Foisy *et al* 2069

Quebec:

City of Quebec vs Connelly *et al* 2071

Rouyn-Noranda:

Maillet vs Gélinas 2071

Saguenay:

Caron vs Maltais 2071

7335-o

